

choisir



N° 521 – mai 2003

**L'offensive
de la paix**

choisir

revue mensuelle

Revue de pères jésuites

Adresse

rue Jacques-Dalphin 18
1227 CAROUGE (Genève)
Administration et abonnements :
tél. 022/827 46 76
administration@choisir.ch
Rédaction :
tél. 022/827 46 75
fax 022/827 46 70
redaction@choisir.ch
Internet : www.choisir.ch

Directeur

Albert Longchamp s.j.

Rédaction

Pierre Emonet s.j., réd. en chef
Lucienne Bittar, rédactrice
Jacqueline Huppi, secrétaire

Conseil de rédaction

Louis Christiaens s.j.
Bruno Fuglistaller s.j.
Joseph Hug s.j.
Jean-Bernard Livio s.j.

Mise en page et imprimerie

Imprimerie Fiorina
rue de la Lombardie 4
1950 Sion
tél. 027/322 14 60

Cedofor

Marie-Thérèse Bouchardy
Axelle Dos Ghali
Yvonne Jeannerat

Promotion

Robert Decrey

Administration

Geneviève Rosset-Joye

Abonnements

1 an : FS 80.–
Etudiants, apprentis, AVS :
FS 55.–
CCP : 12-413-1 « choisir »
Pour l'étranger :
FS 85.– Par avion : FS 90.–
€ : 56.– Par avion : € 60.–

Prix au numéro : FS 8.–

En vente dans les
librairies Payot

choisir = ISSN 0009-4994

Editorial

2 **La dignité en marche** par *Pierre Emonet*

Actuel

Spiritualité

8 **Combattre** par *Marc Donzé*

Eglise

9 **Une Eglise schizophrène ?** par *Claude Ducarroz*

Politique

13 **Quatre-vingts ans de présence jésuite au BIT**
par *Joseph Joblin*

18 **Le messianisme de George W. Bush**
par *Albert Longchamp*

Société

22 **La marche mondiale pour la paix** par *Mauro Magatti*
27 **Ma colère** par *Pascal Décaillet*

Libres propos

31 **Rénumérations** par *Jean-Claude Genecand*
32 **Rapport Bergier** par *Jean-Philippe Chenaux*
33 **Nucléaire** par *Christophe de Reyff*

Cinéma

34 **La percée du cinéma argentin** par *Guy-Th. Bedouelle*

Lettres

37 **Nihilisme et dandysme** par *Gérard Joulié*

Livres ouverts

40 **Inclassable Péguy** par *Marie-Luce Dayer*

Livres reçus

ILLUSTRATIONS

Couverture : Pierre Emonet, Vitrail (Albinen) ;
p. 7 : Pierre Emonet ; p. 11 : CIRIC/M. Crozet ;
p. 16 et p. 20 : Peter Williams/WCC ;
p. 25 : JJK photos ; p. 29 : Pierre Emonet ;
p. 35 : Festival international de films de Fribourg.

Les titres et intertitres sont de la rédaction

La dignité en marche

Le 15 février, une foule innombrable s'est mise en route. Un peu partout dans le monde, des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux, tous partis ou idéologies confondus, ont manifesté pour dire leur refus de la guerre, leur choix de la paix. Et depuis, chaque semaine, de longs cortèges ont redémarré jusque dans les Etats les plus compromis dans la guerre, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Australie. Ces infatigables marcheurs ne se sont pas mis en route pour défendre le régime de Saddam Hussein, ni même pour soutenir l'Irak. Ils ont marché pour clamer haut et fort que les valeurs défendues par le président Bush et ses amis ne sont pas celles auxquelles ils sont prêts à sacrifier, que ceux qui érigent le mensonge et la duplicité en programme politique ne parlent pas en leur nom. Ils ont marché pour sauver leur propre dignité.

Un nouvel acteur, que personne n'attendait, a donc fait irruption sur la scène internationale : l'opinion publique unanime, le sentiment populaire *globalisé* comme contestation d'un ordre du monde fondé sur la violence et le mensonge. L'opinion publique mondiale contre la guerre s'est transformée en une puissance avec laquelle les pouvoirs doivent désormais compter.¹ Hannah Arendt remarque que, si la force est la qualité naturelle de l'individu isolé, «la puissance jaillit parmi les hommes lorsqu'ils agissent ensemble et retombe dès qu'ils se dispersent.»² Une puissance possible, qui a besoin de prendre corps - le rassemblement - pour passer à l'acte, et de s'organiser politiquement si elle veut que son action soit cohérente et efficace. Elle sera alors capable de venir à bout de forces bien supérieures, sans nécessairement recourir à la violence. L'histoire des révoltes populaires contre des gouvernements matériellement forts en témoigne.

Les cortèges qui ont défilé pendant des semaines dégagent une impression de puissance. Seuls contre tous, le président Bush et ses deux larbins sont apparus isolés, et ce n'est pas leur mépris affiché de l'ONU et des lois internationales qui les ont arrachés à leur solitude. De leur côté, les marcheurs pour la paix ne sont pas naïfs. Ils savent bien que la force reste incontestablement du côté des va-t-en-guerre, mais ils savent aussi que si elle peut mettre en place des dictatures, ériger des protectorats, créer des colonies, la force n'a jamais construit des empires durables.

Pour se rassembler, les anciens ont fondé des cités, pour assurer leur cohésion, ils les ont dotées d'une politique. Aujourd'hui d'autres liens rapprochent les hommes et rassemblent le village global. Les moyens de communications, Internet et les SMS ont permis, jusqu'à un certain point, l'immédiateté et la simultanéité des marches pour la paix.³ Encore faut-il que des objectifs communs organisent durablement cette multitude et soutiennent sa

marche. L'émotion suscitée par l'agression américaine ne saurait y suffire et il y a fort à parier qu'elle tombera lorsque le dernier char quittera l'Irak. Le ressentiment contre la brutalité et l'arrogance ne fait pas plus progresser la cause de la paix que l'esprit revanchard qui anime le président Bush ou son zèle à lutter contre «l'axe du mal». L'engagement des marcheurs a besoin d'un autre soutien, plus essentiel et fondamental. La conviction que la paix, la justice, la liberté et la solidarité entre les peuples sont des valeurs plus hautes et plus prometteuses que les piètres arguments forgés par les néo-conservateurs américains. Ce sont elles qui nourrissent l'espérance des marcheurs et leur donnent l'énergie de marcher jusqu'au bout.

« Il est une persuasion qui, à notre époque, gagne de plus en plus les esprits, c'est que les éventuels conflits entre les peuples ne doivent pas être réglés par le recours aux armes, mais par la négociation. » Ces paroles ont juste quarante ans ; elles ont été écrites par Jean XXIII dans son encyclique *Pacem in terris*. L'encyclique parlait de l'appartenance commune à la famille humaine, des aspirations de tous les peuples de la terre à vivre en sécurité. Elle voyait dans les grandes aspirations de l'être humain les conditions essentielles de la paix et rappelait que la question de la paix ne peut pas être séparée de celle de la dignité et des droits humains. Elle parlait d'un ordre du monde qui doit échapper à l'arbitraire des puissants. Au nom de son dieu, le président Bush a infligé un cruel démenti aux paroles du pape : ses soldats ont gagné une bataille, et l'humanité a essuyé une défaite. Mais les immenses rassemblements de ces derniers mois consacrent, à leur manière, les paroles prophétiques du bon pape Jean. Ils clament haut et fort que les valeurs de vérité, de justice, d'amour et de liberté sont encore capables de mobiliser l'humanité et de soutenir sa marche vers des horizons plus désirables. Car la marche n'est pas terminée ; il n'est pas encore l'heure de rentrer à la maison. Déjà résonnent au loin les pas des manifestants en route pour un autre rendez-vous, celui du G8 à Evian. Une fois encore retentit le cri lucide d'une folle espérance : «Si tu t'engages, tu risques de perdre. Si tu ne t'engages pas, tu es perdu.»

Pierre Emonet

¹ Cf. à ce propos le discours de **José Saramago**, prix Nobel de littérature, à la manifestation contre la guerre à Madrid, le 15 mars 2003, in *Solidarités*, n° 24, Genève, 26 mars 2003, p. 8.

² *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1961 et 1983, p. 260.

³ Cf. dans ce numéro l'article de **Mauro Magatti**, pp. 22-26.

Info L'Université pontificale du Latran, avec le soutien et la participation de la communauté de l'Emmanuel, a ouvert un nouveau cycle de formation : un master en théologie de l'évangélisation. La formation dure deux ans, un à temps plein à Rome et un par correspondance. Pour le Père Edart, qui coordonne le

Théologie de l'évangélisation

programme, cette formation correspond à des besoins spécifiques nouveaux, comme le développement de l'engagement de laïcs dans la mission. Certaines questions délicates, notamment la confrontation entre l'Évangile et le monde du travail ou avec la politique, y seront approfondies (www.emmanuel.info).

Info Mgr Joseph Galante, évêque coadjuteur du diocèse de Dallas, défend l'introduction d'un nouveau système de formation pour les séminaristes catholiques des États-Unis. Tout en suivant les cours de théologie habituels, les candidats vivraient en petits groupes de deux à trois personnes inté-

Formation des séminaristes

grées dans des équipes pastorales composées de prêtres et de laïcs. Ils seraient ainsi plongés dans «le vrai monde». Le prélat a expliqué que cette initiative est une réaction au scandale des abus sexuels parmi le clergé, qui a remis en question le processus actuel de formation au sacerdoce en milieu fermé.

Info Des experts psychiatres invités au Vatican par l'Académie pontificale pour la vie ont critiqué début avril la politique de «tolérance zéro» pratiquée aux États-Unis à l'égard des prêtres pédophiles. Renvoyer des prêtres pédophiles n'est pas une solution, ont-ils déclaré, car cela revient à larguer dans la société des prédateurs sans surveillance. La perte des points de re-

Prêtres pédophiles

père est un facteur aggravant ; les personnes qui commettent des abus ont au contraire besoin de structures fermes. S'il faut les éloigner de toute pastorale concernant les jeunes et les enfants, il faut par contre les maintenir dans une activité. Mais si un prêtre est congédié, l'Église doit se donner les moyens d'assurer un suivi pour le maintenir en observation.

Info «Les valeurs de l'Union européenne comprennent les valeurs spirituelles de ceux qui croient en Dieu comme source de la vérité et de la justice, de la bonté et de la beauté et de ceux qui ne partagent pas

Constitution européenne

cette croyance mais qui trouvent ces valeurs universelles dans d'autres sources.» Cette proposition - inspirée de la Constitution polonaise - d'inclure une référence à Dieu dans le texte de la nouvelle Constitution européenne

provoque la polémique. Président de la Convention pour l'avenir de l'Europe chargée de rédiger la Constitution, Valéry Giscard d'Estaing estime que «les Européens vivent dans un système politique laïc où la religion ne joue pas un rôle important». Lena Hjelm-Wallén, membre de la Convention et ex vice-premier ministre de Suède, a pour sa part qualifié cette idée de «plaisanterie». Pour l'Eglise catholique et les Eglises membres de

la KEK, qui exercent un important lobbying auprès du Parlement européen, l'essentiel en fait n'est pas de se battre pour une référence à Dieu ou aux valeurs chrétiennes : elles cherchent à obtenir l'inscription dans la Constitution européenne de la création d'une structure de dialogue entre l'UE et les religions, et de l'octroi de la liberté religieuse non pas aux seuls individus mais aux institutions religieuses comme telles.

Info Les Etats-Unis affrontent une véritable crise des relations interreligieuses. Des milieux chrétiens fondamentalistes prennent les musulmans pour cibles ; les juifs se plaignent d'être les boucs émissaires des opposants à la guerre contre l'Irak ; le responsable du Conseil musulman américain, Eric Erfan Vickers, se demande s'il n'y a pas un message de Dieu derrière la destruction de la navette spatiale Colum-

bia... Si les dérapages avaient déjà pris de l'ampleur après le 11 septembre 2001, les relations entre les religions sont réellement empoisonnées dans le pays depuis la guerre contre l'Irak. Les conséquences sont difficilement mesurables à long terme. Des télévangélistes, comme le révérend Franklin Graham, s'en prennent violemment à l'islam et contribuent fortement au développement d'un climat haineux et islamophobe.

Religions aux USA

UE : migration et familles

Info Plusieurs ONG qui s'occupent des questions liées à la migration et à l'asile, dont le Jesuit Refugees Service, ont critiqué, dans une déclaration datée du 4 mars, les directives de l'Union européenne en matière de réunification des familles. Ces directives, acceptées le 27 février par le Conseil européen pour la justice et les affaires intérieures, accordent aux Etats membres «une multitude de possibilités pour restreindre la réunification des familles» et «réduisent la définition de la famille dans l'UE à sa plus simple expression».

Ainsi les enfants de plus de 12 ans peuvent voir leur accueil soumis à des tests d'intégration. Pire, un Etat membre a même le droit de limiter les droits de réunification à la famille

d'enfants de moins de 15 ans (et donc de moins de 12 ans...). Il s'agit là d'une atteinte aux conventions internationales (le droit des mineurs à vivre avec leurs familles se trouve dans la Convention internationale des droits de l'enfant). Les ONG considèrent que la loi internationale doit prendre le pas sur les législations nationales et sur les considérations en matière de contrôle des migrations.

Les directives admettent également le retrait et l'expulsion des membres reconnus de la famille si les ressources de cette dernière ne semblent pas suffisantes, ce qui signifie que les conditions matérielles passent avant toute autre considération pour le renouvellement des permis de résidence d'une famille.

Une foi sans intelligence

Opinion Mgr Barbarin a fait sonner le glas dans toutes les églises de Lyon à l'annonce de la guerre en Irak. Il dit ce que lui inspire la revendication du nom de Dieu dans cette guerre.

Que les gens soient croyants, cela est respectable ; qu'ils prient avant d'agir, c'est bien ; qu'ils le disent, c'est moins nécessaire. Ce qui est certain, c'est que leur prière ne les empêche pas de se tromper ! La foi n'a jamais été une garantie d'infailibilité dans les affaires contingentes. (...) Dire que Dieu veut la guerre est une aberration ! On ne peut pas court-circuiter ainsi toutes les médiations. Bien entendu, il existe une logique théologique, un enseignement moral qui indique la position des catholiques sur la paix et la guerre. L'Eglise a son mot à dire sur la légitime défense, le devoir d'ingérence, etc. Il revient aux responsables de juger, à la lumière de ces principes, et de prendre leur décision. Cette opération suppose une médiation de l'intelligence. Le président des Etats-Unis peut lire la Bible, analyser la situation en son âme et conscience, prêter l'oreille à ses conseillers. Mais il ne peut nier que cette déclaration de guerre est la sienne et non celle de Dieu.

*Mgr Barbarin, archevêque de Lyon
in «France Catholique»*

Jésuite en prison

Info Le 19 février, le Père Txema Auzmendi s.j. a été arrêté avec neuf autres personnes lors d'une opération policière dans le Pays Basque. Il a été libéré sous caution le 14 mars. Supérieur de la Communauté jésuite «Loiolaetxea», à Saint-Sébastien, le Père Auzmendi est un ardent défenseur de la cul-

ture basque. Il participe à ce titre au Conseil d'administration d'*Egunkaria*, un journal entièrement publié en euskera, qui a été accusé d'être lié à l'ETA. Or le jésuite est aussi connu pour sa position contre la violence et est activement engagé dans la recherche de dialogue entre les séparatistes basques et l'Espagne.

Pétrole au Tchad

Info Après 30 ans de recherches et la découverte de gisements en octobre 2000, les travaux de construction d'un des plus vastes chantiers pétroliers d'Afrique, soutenu par la Banque mondiale, ont commencé : un oléoduc de 1070 km, reliant le Tchad au Cameroun. Cette exploitation des ressources

pétrolières favorisera-t-elle le développement du Tchad ? Pour le Centre d'études et de formation pour le développement, parrainé par les jésuites à N'Djamena, rien n'est moins sûr. La technologie et les capitaux n'appartiennent pas à la population locale, qui ne peut pas influencer la politique des multinationales.

Colonie américaine en Colombie

Info La situation dans les régions du Venezuela qui bordent la Colombie, en particulier à Alto Pure, est inquiétante. En 2002, les Etats-Unis ont déclaré la région d'Arauca «zone d'intérêt économique», à cause de la présence des compagnies pétrolières américaines qui exploitent la région. De son côté, le président Colombien Alvaro Uribe a déclaré cette région «zone de réhabilitation», faisant d'elle le laboratoire expérimental d'un plan pilote contre le terrorisme. Et en janvier passé, le

gouvernement américain a envoyé des troupes spéciales pour soutenir et entraîner l'armée colombienne à Saravena, une ville frontière avec la région d'El Nula au Venezuela. L'histoire de la Colombie a montré une corrélation entre la mise en application de ce type de plan et la montée de la violence à l'encontre des populations civiles. Au nom de la sécurité, de plus en plus de personnes ont été forcées de fuir vers le Venezuela, constate le Jesuit Refugees Service.

Info

Dimanches sans voitures



«L'initiative des dimanches» demande une trêve du trafic motorisé privé sur tout le territoire suisse, quatre dimanches par an, durant quatre ans. L'interdiction de circuler ne s'appliquerait pas aux transports publics,

ni à la police, ni aux services de secours, ni aux transports pour personnes handicapées. Après quatre ans, le peuple et les cantons devraient se prononcer sur le maintien ou non de cette réglementation.

Combattre

La guerre en Irak squatte nos préoccupations. Orchestrée avec emphase, elle occulte dans les médias les autres conflits : guerres mineures, surnoises, intestines, mais longues et assassines d'autant plus, en bien des endroits d'Afrique, d'Asie, voire d'Europe. Elle se rue sur nous avec son cortège de désinformations. Et nous risquons de nous y complaire si nous n'entrons pas en résistance.

La première attitude de l'homme spirituel, c'est de voir l'homme, avec obstination. Car il est souvent le grand absent de la géostratégie. Quel infâme langage que de traiter les pertes civiles de dommages collatéraux. Quel homme, quel peuple, quel espace de liberté envisageons-nous de construire ? Quelles possibilités voulons-nous offrir et à quel prix ? Questions lointaines, dira-t-on ! Mais non, elles sont les mêmes, exactement les mêmes ici, dans les luttes d'intérêts, les combats économiques, la politique d'asile.

La deuxième attitude - conjointe - c'est de voir Dieu avec discernement. Quel Dieu invoquons-nous ? Est-ce vraiment Celui qui s'est donné à voir en Jésus-Christ ? Dieu qui a les entrailles remuées par la misère de tous les peuples. Dieu qui veut libérer, engendrer à la vie. Dieu qui dit la justice, la vérité, l'amour et même le pardon sans recourir à des moyens de violence. Si c'est Lui que nous regardons, alors notre action doit ressembler à ce qu'Il fait et ce qu'Il est. Vertigineux programme.

Il en résulte que l'homme spirituel est un combattant. Dietrich Bonhoeffer, écrivant *Résistance et soumission*, l'avait bien compris. Il avait même fait projet d'assassiner

Hitler. Moyen violent, certes, mais la situation était extrême. Parfois, pour infléchir le cours de l'histoire pour des millions de personnes, il faut, la mort dans l'âme et comme en un ultime recours, se résoudre au pire. Mais en une telle proportion que la violence soit minime par rapport au bien escompté et qu'elle ne touche aucun innocent. Bonhoeffer risqua sa vie pour en sauver beaucoup. Et il le paya de sa vie.

Devenir lutteur en faveur de l'homme et pour l'honneur du Dieu de Jésus-Christ, serait-ce un programme pour personnalités d'exception ? Pas du tout. C'est la mission qu'inaugure le baptême. Cet aspect du premier sacrement dans la biographie d'un chrétien passe souvent inaperçu. Mais il s'y trouve. Et deux fois plutôt qu'une. Le célébrant impose la main sur la tête du futur baptisé et demande pour lui la force de Jésus-Christ pour lutter contre les ténèbres et advenir à la liberté. Puis, juste avant le rite de l'eau, il demande par trois fois si le futur baptisé consent à rejeter le mal et tout ce qui y conduit.

Etre chrétien, c'est donc aussi se trouver en état de lutte. Les occasions ne manquent à personne. Car les morsures du mal se faufilent partout. Et il en est bien quelques-unes auxquelles nous pouvons résister. C'est notre contribution à la paix, autant que la prière.

Frère Roger de Taizé a esquissé la vie du chrétien en deux mots : lutte et contemplation. Rien n'est plus juste, puisque regarder Dieu de tout son être, c'est se trouver invité à mettre l'homme debout. Le christianisme assis n'existe pas.

Marc Donzé

Une Eglise schizophrène ?

par Claude DUCARROZ, prêtre, Fribourg

J'observe mon Eglise, celle que j'aime et que je sers. En notant certains symptômes, je me demande si elle n'est pas atteinte de schizophrénie.¹ Je me limiterai à ausculter sa pratique de trois sacrements, tels qu'ils sont vécus chez nous. Je m'inquiète et je m'interroge.

Tout d'abord, le sacrement de la réconciliation, celui qu'on appelle encore familièrement *la confession*. C'est peu dire qu'il connaît dans nos paroisses une chute libre impressionnante. Il faut même le reconnaître : il a presque disparu de certaines contrées. Des chrétiens dits «pratiquants» ne voient plus la nécessité, voire même l'utilité, d'aller à confesse pour dire leurs péchés à un prêtre (pécheur) et en attendre un pardon que le Seigneur aurait remis entre ses mains, moyennant l'aveu de leurs fautes, à savoir «tous les péchés mortels dont le fidèle a conscience après s'être examiné sérieusement, même si ces péchés sont très secrets» (*Catéchisme de l'Eglise catholique* n° 1456).

Il est bien précisé que «celui qui a conscience d'avoir commis un péché mortel ne doit pas recevoir la sainte communion sans avoir préalablement reçu l'absolution sacramentelle» (*idem* n° 1457). Paradoxalement, au moment même où les chrétiens sont venus en plus grand nombre communier à l'Eucharistie, ils ont de plus en plus déserté les confessionnaux. Qu'est-ce à dire ?

L'Eucharistie, parlons-en. Si le public des dimanches est de plus en plus clairsemé, ce n'est pas seulement parce que les gens ont perdu la foi ou quitté la communion de l'Eglise. Beaucoup de catholiques sincères et engagés n'estiment plus que «le dimanche et les autres jours de fête de précepte,

les fidèles sont tenus par l'obligation de participer à la Messe» (*idem* n° 2180), malgré cette précision : «Ceux qui délibérément manquent à cette obligation commettent un péché grave» (*idem* n° 2181). En réalité, les chrétiens fervents ont une vraie vie eucharistique, mais l'obligation stricte de la messe chaque dimanche ne semble plus peser sur leur conscience. Ils ont d'autres rythmes que la séquence religieuse hebdomadaire. On en voit qui fréquentent les églises durant la semaine plutôt que le week-end, généralement consacré à la vie familiale et aux loisirs. Qu'est-ce à dire ?

Et le sacrement de l'ordre, celui qui «fait les prêtres» ? La foi des fidèles, mais aussi les nécessités engendrées par la raréfaction drastique des prêtres, ont provoqué une montée bienvenue des ministères laïcs. Comment ne pas s'en réjouir ? Mais en même temps, on voit ici et là d'étranges transferts. Des laïcs, et notamment des femmes, sont devenus de fait des animateurs intégraux de communautés chrétiennes. Ils y assument pratiquement tous les services, sauf celui de la consécration eucharistique. Souvent, un prêtre âgé rassemble ses dernières forces pour venir consacrer les hosties afin que les laïcs responsables puissent donner la communion lors des dimanches suivants, au cours de célébrations dites «en absence ou en attente de prêtres».

S'il faut rendre hommage aux laïcs et diacres qui exercent ces ministères de suppléance, on ne peut que regretter, sur la durée, que les communautés se passent de plus en plus des prêtres et que ceux-ci soient si souvent réduits au ministère furtif de la consécration en parcourant villages et quartiers dans une sorte de marathon eucharistique. Qu'est-ce à dire ?

Deux (fausses) solutions

Les descriptions ci-dessus sont des faits avérés, même si l'on pourra toujours dire que ce n'est pas ainsi partout (heureusement !). Mais la tendance, franchement, n'est-elle pas celle-ci, du moins chez nous ?

Une telle situation, si éloignée des souhaits, obligations et rappels venant de nos autorités ecclésiales, signale un syndrome de schizophrénie, à savoir une distance grandissante entre le fait et le droit, entre la pratique et la théorie, entre les injonctions des responsables et les us et coutumes des fidèles à la base. Le fossé s'accroît, on s'accommode de cet abysse. Mais à la longue, un tel «grand écart» n'est pas tenable. Ou alors, nous appartenons bel et bien, dans le domaine si capital des sacrements, à une Eglise qui tangué entre le virtuel proclamé et le réel pratiqué. Périlleuse acrobatie !

A mon avis, il y a deux (fausses) manières de réagir devant de telles «anomalies». Rappeler jusqu'à plus soif les strictes obligations traditionnelles, prêcher le retour aux antiques fidélités, réintroduire les rites et pratiques d'avant le Concile : c'est la tentation de ceux qui nous gouvernent. Il ne faut pas déprécier celles et ceux qui sont sensibles à ces rappels à l'ordre et s'y soumettent de bon cœur, surtout s'ils ont fait l'effort d'une nouvelle réflexion pour éclairer leurs motivations à l'obéissance. *Le Catéchisme de l'Eglise catholique* est un excellent instrument pour cela.

Mais comment ne pas voir que la crise est bien plus profonde, qu'elle exige davantage qu'une cosmétique de nostalgie ? Quand un peuple sincère, dans sa grande majorité, ne suit plus telle ou telle tradition, il faut peut-être commencer par l'écouter pour comprendre et chercher avec lui les remèdes à apporter.

De grandes déclarations tombant d'en haut peuvent avoir un certain effet sur le moment. Mais sont-elles aptes à soigner durablement et en profondeur une situation à ce point compromise ? Ne serait-il pas urgent de prendre plus au sérieux ce texte de Vatican II : «Les pasteurs doivent reconnaître la dignité et la responsabilité des laïcs dans l'Eglise ; ayant volontiers recours à la prudence de leurs conseils, leur remettant avec confiance des charges au service de l'Eglise, leur laissant la liberté et la marge d'action, stimulant même leur courage pour entreprendre de leur propre mouvement. Qu'avec un amour paternel ils accordent attention et considération dans le Christ aux essais, vœux et désirs proposés par les laïcs» (*Lumen gentium* n° 37) ? Heureusement, des synodes, forums et conseils mettent cela en pratique. Courageusement, non sans risques et périls.

L'autre réaction devant la crise se nomme résignation et finalement abandon. On peut aussi baisser les bras, accepter par exemple, de gré ou de force, que le sacrement du pardon s'efface peu à peu du paysage ecclésial, que l'Eucharistie devienne une annexe facultative de la vie chrétienne, que les prêtres disparaissent «faute de combattants». C'est la solution du découragement, du désespoir, de «après nous le déluge».

Des prêtres fatigués, des laïcs déçus se laissent aller à de telles dérives qui passent par pertes et profits des éléments essentiels de notre tradition catholique. Mais peut-on sérieusement, devant Dieu et devant l'Eglise, abdiquer ainsi quand il s'agit des sacrements, des cadeaux venus de l'Evangile, qui doivent irriguer sans cesse la vie



Des mobilisations inédites.

des communautés chrétiennes et fortifier les chrétiens en vue d'un témoignage fort au milieu de la société ?

De saints réformateurs

Je crois que l'Esprit, comme l'histoire le démontre, est capable de faire rebondir l'Eglise, de la sortir plus évangélique des crises qu'elle traverse, de la conduire sur des chemins inédits sans la détourner des fidélités fondamentales qui la font exister depuis ses débuts comme peuple de Dieu, corps du Christ et temple de l'Esprit. Dans la prière, il nous faut demander pour notre Eglise de nouveaux prophètes, des théologiens visionnaires - comme Thomas d'Aquin à son époque -, des réformateurs hardis qui soient en même temps des saints.

Ce qui a fait bouger l'Eglise jadis, ce qui l'a transformée quand il le fallait, ce sont des chrétiens de toutes sortes qui avaient au cœur le feu de la Parole et l'audace d'une étonnante fécondité pastorale. Tant de fondateurs et de fondatrices, pas toujours bien

notés en leurs commencements, nous incitent à miser sur une telle créativité. Par fidélité aux signes de leur temps, les moines irlandais ont révolutionné la pratique du sacrement du pardon au VII^e siècle contre l'avis des évêques, le pape Pie X a bouleversé les habitudes eucharistiques en 1910 en invitant les petits enfants à la communion, le II^e concile du Latran (1139) a soumis tous les prêtres latins à la discipline monastique, etc.

Il serait présomptueux de croire qu'un homme seul, fût-il pape, a la solution. Ni le statisme dans le repli frileux sur un passé révolu, ni le renoncement par capitulation et finalement par manque de foi. Je le crois : on peut retrouver ces précieux sacrements, mais autrement.

Le sacrement du pardon, par exemple. Les formules hybrides - préparation communautaire, aveu et absolution personnels - ont montré leurs limites. Les deux pôles ont encore de l'avenir. Il faut tirer tout le bénéfice sacramentel de la célébration communautaire avec absolution collective, à condition que ces liturgies soient bien préparées pour être bien vécues, sans retomber dans

des formules «à la va-vite» qui seraient un nouveau ritualisme vite épuisé. A l'autre extrémité du spectre, on constate que les chrétiens, surtout ceux qui vivent des moments de crise, cherchent des frères et sœurs pour une écoute personnelle, qui prennent le temps de faire le point avec eux et de les conseiller. Les monastères et les maisons de retraites regorgent de demandes. Peut-être les prêtres devraient-ils réapprendre à devenir des accompagnateurs spirituels dans des dialogues très personnalisés. Avec absolue individualité, évidemment.

Ne soyons pas pessimistes ! Les chrétiens d'aujourd'hui assistent moins à la messe dominicale, mais ils communient davantage que leurs aînés d'avant le concile Vatican II. Aucune eucharistie ne peut être vécue sans solliciter la foi. L'ambiance ne peut tenir lieu de mystère. «Il est grand le mystère de la foi.» Mais les cérémonies de qualité, avec un lien profond entre la parole de Dieu et la vie concrète, attirent encore de nombreux fidèles. Il faut certainement diminuer le nombre des célébrations afin de réunir un vrai peuple vivant plutôt que de multiplier dans de vastes églises presque vides des assemblées réduites frappées d'ennui ou de déprime. Et privilégier les messes de petits groupes dans les quartiers, les maisons, lors de rencontres cellulaires, là où l'on peut, tout en veillant à la dignité de la liturgie, coller davantage aux besoins et au style religieux des participants.

Les prêtres sont des cadeaux de Dieu, mais ils ne tombent pas du ciel. Quand on aura débridé les voies d'accès à ce ministère indispensable, je suis sûr que des personnes inédites pourront mieux entendre les appels de l'Évangile, que les communautés deviendront des relais efficaces pour ces vocations. On n'évitera jamais les étapes du discernement, ni la formation indispensable avant l'ordination. Mais je crois qu'on pourra reconnaître les aptitudes et consacrer davantage de prêtres si l'on rend aux communautés des espaces

dans lesquels l'Esprit pourra souffler où il veut et appeler comme il veut. Pas nécessairement dans le seul vivier très restreint des célibataires masculins.

Mobilisation

Vaste programme me direz-vous. Il doit s'accompagner d'une replongée dans la fraîcheur des sources évangéliques, d'un renouveau de la spiritualité, d'une catéchèse renouvelée, d'une décentralisation des pouvoirs de décision dans notre Eglise, d'une collaboration œcuménique plus intense. En un mot : la mobilisation de tout le peuple de Dieu. On peut imaginer tout cela sous la forme d'un nouveau concile. A moins que d'autres formules, encore inédites, soient plus adaptées à notre temps. Ne voit-on pas, de nos jours comme jadis, des hommes et des femmes charismatiques fonder des communautés nouvelles, lancer des mouvements de spiritualité ajustés à notre monde moderne, renouveler d'antiques ordres religieux ?

Je crois plus que jamais à cette profession de foi de l'apôtre Paul : «Ce n'est pas un esprit de peur que Dieu nous a donné, mais un esprit de force, d'amour et de maîtrise de soi» (2 Tm 1,7). Sans oublier cette recommandation : «N'éteignez pas l'Esprit, ne méprisez pas les dons de prophétie ; examinez tout avec discernement ; retenez ce qui est bon» (1 Th 5,19-20).

Oui, que nous réalisions la promesse du Christ : «Tout scribe devenu disciple du Royaume des cieux est semblable à un maître de maison qui tire de son trésor du neuf et du vieux» (Mt 13,52).

C. D.

¹ Schizophrénie : psychose caractérisée par la rupture de contact avec le monde extérieur, manifestée par la discordance et l'autisme.

Quatre-vingts ans de présence jésuite au BIT

par Joseph JOBLIN s.j.,* Rome

C'est en tant que fonctionnaire qu'un jésuite est intégré depuis 1926 au Bureau international du travail (BIT), et non pas comme représentant du Saint-Siège ou comme une sorte d'aumônier du personnel. Il est engagé en tant qu'expert en matière de politique religieuse - du fait de sa qualité de prêtre et de sa formation intellectuelle et spirituelle - pour travailler avec le directeur général. Sa tâche n'a donc rien de pastoral, au sens postconciliaire du mot.¹ Quelques précisions, notamment historiques, sont nécessaires pour comprendre la nature et l'étendue des responsabilités de celui qu'on appelle le «jésuite du BIT».

Les chrétiens qui, en Europe et aux Etats-Unis, s'occupèrent de la pauvreté des masses au début du XIX^e siècle, le firent sur le plan caritatif et celui de l'assistance. Il s'agissait pour eux de mettre les jeunes qui migraient vers les villes à l'abri de la propagande révolutionnaire des mouvements socialistes et d'organiser l'assistance aux plus déshérités. Aucune loi sociale n'existait. Aucune autre théorie que celle du libéralisme n'était alors enseignée. Evêques, prêtres et laïcs ne s'ouvrirent que progressivement à la nécessité d'une action institutionnelle pour changer les structures tant politiques qu'économiques du libéralisme.

Frédéric Ozanam, analysant dans son cours de droit commercial la situation des travailleurs, parlait dès 1839 de leur condition d'«esclave». A la même époque, un industriel protestant, Daniel Le Grand, faisait campagne pour l'adoption d'une législation internationale du travail. De son côté, l'Union de Fribourg, animée par Mgr Mermillod, remettait en 1887 un mémoire à ce sujet à Léon XIII, mais le pape, jugeant probablement que la question n'était

pas mûre, ne devait pas reprendre la suggestion dans *Rerum Novarum*. Cette encyclique n'en lança pas moins le mouvement pour une action institutionnelle en faveur des travailleurs, en légitimant l'existence de syndicats ouvriers indépendants du patronat. Le Saint-Siège fut invité à adhérer à l'Association internationale pour le progrès social² et fut associé à ce titre à la préparation des premières conventions internationales du travail, qui furent discutées dès avant le premier conflit mondial.

Durant la guerre de 1914, les syndicats socialistes non marxistes des deux camps reprirent l'idée d'une législation internationale du travail et obtinrent, par le Traité de Versailles, la création d'une institution

* L'auteur a travaillé auprès du directeur général du BIT de 1956 à 1981. Il est professeur à la Faculté des sciences sociales de la Pontificia Università Gregoriana de Rome et représentant de l'Eglise au Comité international catholique des infirmières et assistantes médico-sociales (CICIAMS).

dans laquelle ils devaient siéger sur un pied d'égalité avec les employeurs et les gouvernements (tripartisme). Telle fut l'origine de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont le Bureau international du travail est le secrétariat permanent et assure l'application des décisions prises par la Conférence internationale du travail (CIT). Albert Thomas, ancien ministre socialiste de l'armement en France durant le conflit, fut élu premier directeur du BIT.

Participation des catholiques

L'appui donné en 1919 à la création du BIT par les gouvernements et les milieux patronaux, encore tout imprégnés de libéralisme, s'explique par leur crainte de voir la révolution bolchevique recouvrir l'Europe ; il se relâcha très vite dès que le péril fut écarté. Thomas comprit que dans ces conditions, l'adoption de mesures en faveur des travailleurs dépendrait de la pression que les mouvements d'opinion exerceraient sur les gouvernements.

Or la publication de l'encyclique *Rerum Novarum* avait été à l'origine d'«un grand mouvement» (A. Thomas) qui avait conduit les chrétiens à s'organiser et à porter leurs efforts sur la réforme des institutions. Ils avaient rencontré sur leur route les mouvements socialistes, dits réformistes, qui poursuivaient un but semblable ; c'est alors qu'avait commencé à germer, dès avant 1914, l'idée d'une collaboration possible entre toutes les «forces d'idéal» (don Sturzo). Il n'en fut plus de même à l'issue du conflit, car la gravité de la situation exigeait la collaboration de toutes les bonnes volontés.

Dès 1920, Thomas contacta Mgr Nolens, président du parti catholique aux Pays-Bas et représentant de ce pays au conseil d'administration du BIT, pour étudier avec lui quel type de collaboration pourrait être établi entre le Bureau et le mouvement social

chrétien. Il se rendit au moins deux fois au Vatican et, finalement, il fut convenu qu'un prêtre serait associé aux travaux du Bureau. Gaston Tessier, président de l'Internationale syndicale chrétienne, fut alors chargé de contacter le Père Desbuquois s.j., directeur de l'Action populaire à Paris et, avec l'accord du Père Général, le Père André Arnou s.j. prit ses fonctions à Genève en 1926.

Une telle innovation n'alla pas sans opposition de la part des milieux chrétiens traditionnels ; les pressions furent telles qu'il dût se retirer en 1932. Mais le directeur du BIT intervint et obtint que le Père Achille Danset soit nommé en 1933. Celui-ci mourut prématurément et le Père Albert Le Roy lui succéda (1936-1955). Il fut remplacé par les Pères Joseph Joblin (1956-1981), John Lucal (1981-1986), Louis Christiaens (1987-1995) et Dominique Peccoud, qui occupe actuellement le poste.³ Il est frappant de constater que, depuis bientôt 80 ans, le poste des jésuites du BIT a été maintenu par les directeurs généraux successifs, même lorsque les nécessités budgétaires ont conduit le Bureau à des réductions de personnel.

Philosophie de cette action

La présence du prêtre au BIT peut être expliquée à divers niveaux. Le premier d'entre eux est celui de la promotion de la justice. Chrétiens et mouvements laïcs ont eu l'intuition que celle-ci était conditionnée par la réalisation de réformes de structures et que la paix sociale demandait qu'elles fussent introduites par voie démocratique. Il y avait donc là un terrain de collaboration entre hommes de bonne volonté, provenant d'horizons divers, en vue «de défendre, envers et contre tous, la liberté de tous les travailleurs, de faire prévaloir inlassablement l'idéal de fraternité entre les hommes tous égaux en dignité». Ces paroles de Paul VI devant la CIT (1969) définissent le type d'action des

chrétiens au sein d'une institution internationale. Dans cette perspective, le jésuite du BIT n'est pas là seulement pour faire connaître la doctrine sociale de l'Eglise, mais pour favoriser l'association des mouvements chrétiens à la réalisation d'une politique ou avancée sociale.

Il ne s'agit pas pour autant pour les chrétiens, minoritaires dans la société internationale contemporaine, de se laïciser ou de se contenter d'être une force d'appoint pour la réalisation d'une politique définie plus ou moins en dehors d'eux. Le jésuite du BIT est là pour aider à dégager ce qui est possible à un moment donné, en laissant entendre ce que sera la réaction des mouvements chrétiens à telle proposition, celle-ci pouvant être un moteur, comme pour les questions de développement, ou un frein, comme elle se trouve être vis-à-vis de certaines politiques démographiques.

La présence du prêtre peut être regardée à un deuxième niveau. La paix sera d'autant mieux assurée dans le monde de demain que celui-ci reposera sur des valeurs ayant le même sens pour tous. Une connaissance mutuelle des systèmes explicatifs de l'existence est alors nécessaire pour favoriser une estime mutuelle et permettre à chacun de se livrer, comme le demandait Pie XII dans son message de Noël 1956, à une critique de son propre héritage pour le débarasser de ce qui ne lui est pas essentiel.

Les jugements sur le contenu à donner à la justice qu'on attend du jésuite du BIT doivent être exempts de toute influence politique ou partisane et relever de la logique de la foi. Il doit faire découvrir à ceux qui lui sont étrangers l'existence d'un autre monde comme d'une autre manière raisonnée d'aborder les problèmes de la vie. Cette perception a été particulièrement forte lors de la publication de *Pacem in terris* (1965). Cette encyclique contient tout un développement sur le dépassement des conflits idéologiques et un appel à la

collaboration des mouvements sociaux sur la base réaliste des réformes à adopter.

Cette idée allait dans le sens de la politique de détente qui fut celle du directeur général David A. Morse. Celui-ci m'appela et, à un moment de l'entretien, traça deux cercles superposés écrivant à l'intérieur de l'un un K (Khrouchtchev) et de l'autre un P (pape). Il les rejoignit par une ligne et dit : « Ils peuvent collaborer immédiatement - puis, traçant une ligne vers le futur - mais le pape perdra. » « Non, lui dis-je, il sait qu'il gagnera. »

Terrains d'action

● *Le dépassement des fractures idéologiques.* Lorsque je suis arrivé au Bureau en 1956, le problème majeur qui se posait alors était celui de l'attitude d'une institution internationale comme le BIT dans la guerre froide. Constitué sur une base tripartite, où le groupe des travailleurs et celui des employeurs étaient supposés indépendants des gouvernants, la présence des organisations syndicales et patronales des pays de l'Est soulevait une difficulté qu'on ne pouvait plus éluder après que l'URSS, la Biélorussie et l'Ukraine eurent décidé de participer aux activités de l'OIT (1954).

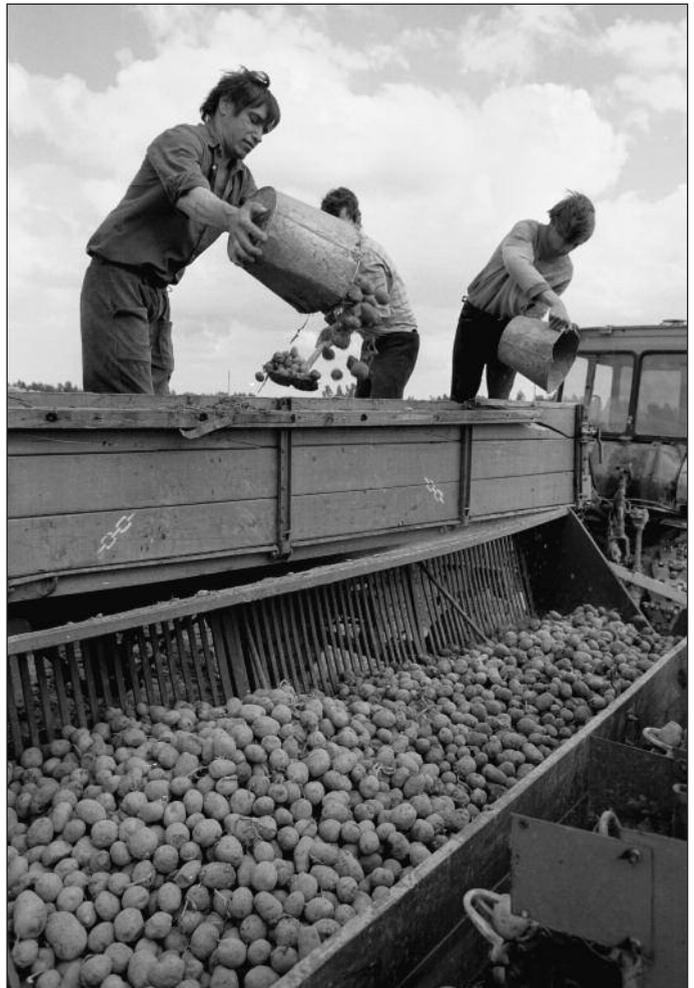
Le choix était simple : ou bien on demeurerait fidèle à la conception du tripartisme de 1919, et les pays de l'Est devaient être expulsés, ou bien les Occidentaux, faisant confiance à la vertu du système occidental pour faire évoluer le monde vers plus de liberté, acceptaient d'engager avec les autres une expérience de coexistence. Travailleurs et employeurs des Etats-Unis adoptèrent dans un premier temps la première option : leur pression sur le gouvernement américain fut telle, que le risque fut réel de voir les Etats-Unis se retirer de l'OIT. Le directeur général, pour sa part, soutint avec courage que le souci de l'uni-

versalité devait primer sur le respect de la règle du tripartisme strict, élaborée au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Il trouva un soutien de plus en plus marqué de la part de l'Église. Pie XII (Pâques 1954, Noël 1956) avait évoqué la nécessité du dialogue entre les hommes de bonne volonté de chaque côté du rideau de fer et pressenti la victoire à venir des forces morales sur le totalitarisme ; Jean XXIII, puis Paul VI accentuèrent cette politique. Le Bureau trouva des alliés inattendus, comme le Père Brugalora, aumônier des syndicats officiels d'Espagne, qui, de lui-même, donna une série de conférences en faveur de l'OIT au cours d'un voyage en Amérique centrale.

● *Le développement.* Roosevelt et Pie XII étaient revenus à diverses reprises sur le développement économique et social que devraient poursuivre les États après le retour de la paix. De même, la *Déclaration de Philadelphie* (1944) demandait que les politiques financières des États soient telles, qu'elles favorisent «le développement matériel et le progrès spirituel» de tous sans aucune discrimination. La Charte de l'ONU parlait également de développement économique et social. L'OIT s'engagea très tôt dans cette direction. Cette période est aussi celle où les publications chrétiennes sont revenues sans cesse sur le développement. Evêques, congrégations religieuses et laïcs ont ainsi découvert que leurs projets revêtaient une valeur plus large que celle de l'assistance aux personnes en détresse, qu'ils trouvaient place dans l'effort de rénovation sociale mené de concert avec les autorités.

● *Les réfugiés.* Le problème des réfugiés a pris une dimension nouvelle après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les «personnes déplacées» sont devenues déracinées en permanence. Le Proche-Orient semble bien avoir été le premier théâtre où la question se soit posée avec ampleur. La question des réfugiés indochinois en Thaïlande se présentait en effet comme un cas particulier d'une question beaucoup plus générale : celle de la collaboration des ONG aux actions de développement qui se déroulaient sous la direc-



Le développement économique, une option de l'OIT.

tion du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement).

Les problèmes qui se posèrent à cette occasion furent multiples : comment promouvoir la collaboration entre les ONG afin que les gouvernements et l'ONU ne se trouvent pas devant une multitude d'interlocuteurs ? quelle formation professionnelle donner aux réfugiés pour leur permettre soit de retourner dans leur pays soit d'émigrer ? comment, dans ce dernier cas, opérer la sélection ?...

C'est à ce moment que le Père Pedro Arrupe fonda le Service jésuite des réfugiés, qui joint l'éducation à l'assistance, tandis que le BIT aborde cette question sous l'angle de la formation professionnelle.

L'œcuménisme

Il est une question que des lecteurs ne manqueront pas de se poser : pourquoi seul un prêtre catholique occupe la fonction qui vient d'être décrite ? Les circonstances historiques en sont la cause.

Lorsque le BIT fut créé en 1919, le christianisme était l'unique religion qui affichait une prétention sociale et universaliste. Aussi Thomas établit-il vis-à-vis du protestantisme un système analogue à celui qu'il avait mis en place avec le catholicisme. Georges Thélin, le fils d'un pasteur de Genève, fut recruté à cet effet. Lorsqu'il fut clair que les armées allemandes allaient recouvrir l'Europe en 1940, le directeur du Bureau décida d'émigrer avec un petit nombre de fonctionnaires (40) au Canada. Le fait est que Thélin ne fut pas du groupe et qu'un terme fut mis à son contrat. Le Père Le Roy, déjà replié sur Lyon, reçut pour sa part une lettre lui enjoignant de rejoindre le Canada.

La question d'une présence protestante fut de nouveau posée en 1956. Le directeur adjoint du Conseil œcuménique des Eglises fit une démarche en ce sens auprès du directeur général. Celui-ci m'informa

des raisons pour lesquelles il ne croyait pas possible d'accéder à cette demande. D'une part, le catholicisme présente un interlocuteur unique, la papauté ; d'autre part, il n'était pas possible de s'adjoindre un représentant de toutes les autres religions.

Ces remarques me firent comprendre la nécessité de me tourner vers les autres religions, bien que la majorité d'entre elles ne portent pas un intérêt significatif aux problèmes de société : une ouverture à ces questions dans un sens internationaliste pose un problème très grave à nombre de mouvements religieux qui sont l'âme de l'identité culturelle des peuples.

Une réflexion plus ample que ces brèves notes sur les modes selon lesquels l'Eglise peut participer à la nouvelle configuration de l'action sociale devrait être menée. Les conditions de vie des plus pauvres dépendent des valeurs que la communauté politique internationale adopte et diffuse. La présence de l'Eglise est donc essentielle à ce niveau ; elle est assurée normalement par la présence des observateurs du Saint-Siège auprès des Nations Unies et des institutions spécialisées. Le prêtre au BIT ne fait pas double emploi.

Dans une institution au sein de laquelle les mouvements sociaux sont extrêmement actifs, il constitue un lien avec eux pour les faire entrer dans le jeu nouveau qui se met en place.

J. J.

¹ S'il a pu donner quelquefois une assistance sacerdotale à tel ou tel collègue ou délégué, c'est à titre purement privé et occasionnel.

² Cette association fut créée en 1900 et eut son siège à Bâle.

³ Cf J. Joblin, « Essere Chiesa nella società pluralista » in *Civiltà Cattolica*, 1979 III, pp. 345-357 et P. Droulers, *Le Père Desbuquois et l'Action Populaire 1919-1956*, t. II, Ed. ouvrières, Paris 1981, p. 456.

Le messianisme de George W. Bush

par Albert LONGCHAMP, Genève

Les Etats-Unis et son président ont été appelés par Dieu à remplir une mission... par les armes. Telle est la conviction qu'affiche sans retenue George Bush. Il se veut prophétique, mais il fait preuve d'incapacité d'anticipation politique et frôle l'idolâtrie religieuse.

«**L**e patriotisme et la religion sont les eaux d'une seule rivière.» Parole prophétique puisqu'elle est due à un chef catholique irlandais, Daniel O'Connell, qui a vécu de 1775 à 1847. La même parole anime le comportement de certaines Eglises protestantes américaines, en particulier baptistes et presbytériennes, lesquelles, selon Joseph Yacoub, «ont joué un rôle actif dans l'expansion impériale américaine à partir de 1860 en voulant prêcher la *bonne parole*».¹ Les religions servent de référence à l'identification des nations, et parfois à des régions toutes entières. Il en est ainsi du «monde arabe» comme de la «civilisation américaine». Le patriotisme et la religion vont boire à la même source.

George W. Bush en est une illustration flagrante, presque caricaturale. Les événements du 11 septembre 2002 ont ouvert un «grand destin» au néophyte de l'Eglise méthodiste, qui l'a arraché, depuis 1986, à l'empire de l'alcool. De ces deux événements, l'un personnel, l'autre géostratégique, date la vocation «messianique» du président américain.

Les références de George W. Bush à la «main divine» sont impressionnantes. Le président ouvre désormais les séances de son cabinet par la prière, non sans oublier d'y convoquer les caméras. Outre certains

idéaux politiques, Bush et son compère Tony Blair ont en commun, paraît-il, d'avoir un exemplaire de la Bible dans leur chambre à coucher. Blair, plus pragmatique, n'aime pas étaler sa foi en public et truffe ses discours plutôt de références humanistes. Bush, lui, ne fait pas de mystère. Evoquant le 11 septembre, il avouait : «Nombreux sont ceux qui ont redécouvert que, même dans la tragédie, Dieu est près de nous. En un instant, nous avons réalisé (...) que nous avons été élus pour un rôle unique dans les événements humains.» Le président assimile son rôle à celui des Etats-Unis. Du coup, la nation elle-même accède au rang de peuple «élu» pour un «rôle unique».

Cécité du fanatisme

George W. Bush et les Etats-Unis incarnent en quelque sorte la définition du messianisme et ces hommes «choisis» par Dieu ont bien entendu leurs «alliés» dans la lutte contre l'«axe du mal», en l'occurrence l'Irak et le terrorisme. La coalition américaine avec le Royaume-Uni et l'Espagne n'est pas loin de ressembler, sous le regard du Très-Haut, à une «sainte alliance». Le messianisme de Bush conduit ainsi de l'Ancien Testament à une réminiscence des Croisades.

L'abondance des allusions du président à Dieu implique trois conséquences graves. Tout d'abord, elle instrumentalise la religion, la mobilisant pour des tâches qui devraient lui rester étrangères. Ensuite, elle défigure le message religieux chrétien dont, sur le fond, George W. Bush est fort éloigné. La plupart des Eglises américaines, à commencer par la sienne, l'Eglise méthodiste unie, ont condamné l'invasion de l'Irak. Il n'en a cure. Enfin, troisième implication, «la prédication» belliqueuse de l'ancien gouverneur du Texas risque d'entraîner le fameux *choc des civilisations* cher à Samuel P. Huntington,² un mot pudique pour cacher une guerre de religions entre chrétiens et musulmans.

A cet égard, l'après-Saddam pourrait effectivement être encore plus dangereux que l'avant-guerre. La destruction de Bagdad ne prouve pas les liens de l'Irak avec l'organisation islamiste Al Quaida, présumée coupable de l'attaque du 11 septembre. Derrière les combats pour abattre Saddam Hussein, guerre de haute technologie liée à la brutalité la plus basse, apparaît un étrange aveuglement, relevé en particulier dans le livre d'Eric Laurent paru en janvier 2003, avant l'ouverture du conflit armé, sur *La guerre des Bush*. L'auteur souligne que depuis l'été 2002, «tous les membres de l'administration Bush étaient persuadés de la défaite inéluctable de Saddam Hussein. Mais personne, ajoute-t-il, ne semble avoir envisagé qu'une défaite du dictateur irakien pourrait, à terme, constituer une nouvelle victoire pour Ousama Bin Laden et les réseaux d'Al Quaida par l'onde de choc qu'elle provoquerait au sein des opinions arabes.»³

Pour comprendre une telle cécité, il faut revenir aux affirmations réitérées du président et les situer dans leur cadre historique. Alors qu'approchait la guerre, George W. Bush avait clamé dans son discours sur *l'Etat de l'Union* : «La liberté que nous chérissons n'est pas un don de l'Amérique au

monde, c'est un don de Dieu à l'humanité.» Sous les bombes, les Irakiens ont pu apprécier les dons de Dieu ! Quant à Bush, une semaine après le discours cité, il martelait encore : «Les événements ne sont pas dictés par des changements aveugles et par la chance. Derrière toute vie et toute l'Histoire, il y a un dévouement et un but, dictés par la main d'un Dieu juste et fidèle.»

Dans ces conditions, on comprend pourquoi une intervention du pape, résolument

Qu'est-ce que la «religion civile» américaine ?

Le journaliste romand Serge Carrel a demandé à Sébastien Fath d'esquisser les traits fondamentaux de la «religion civile» au Etats-Unis. Le sociologue en retient cinq :

- *La culture wasp* (pour White Anglo-Saxon and Protestant). La «religion civile» américaine reprend l'héritage des Pères pèlerins qui, au XVII^e siècle, ont fuit l'Europe alors qu'ils étaient persécutés et ont construit l'idéal américain.

- *L'individualisme*. Aux Etats-Unis, l'individu est une valeur suprême. On ne peut ni sauver une société ni sauver une situation si on ne commence pas par sauver l'individu.

- *L'accent mis sur la foi et la prière*. Peu importe le contenu de la foi ; l'important, c'est de croire et de prier.

- *L'universalisme providentiel ou messianisme*. La certitude que l'Amérique est le nouvel Israël, le nouveau peuple élu. L'idée remonte à un fameux discours de John Winthrop en 1630, où il comparait l'Amérique à une cité sur la colline, appelée à éclairer le monde au travers de ses propres valeurs.

- *L'optimisme*, que résume le slogan *Just do it* («Vas-y, fais-le !»). L'Amérique ne peut pas camper sur un échec. Elle doit forcément triompher. Elle doit forcément vaincre. D'une certaine manière, ce souci de revanche s'est cristallisé sur Saddam Hussein.

Texte complet : Protestinfo, Agence de presse protestante, Lausanne (<http://www.protestinfo.ch>).

hostile à cette guerre, ne pouvait qu'être vouée à l'échec. La visite du cardinal Roger Etchegaray à Bagdad, où il a été reçu par Saddam Hussein le 15 février, et l'envoi du cardinal Pio Laghi à la Maison-Blanche, où il a été fraîchement accueilli par George W. Bush le 5 mars, n'ont rencontré aucun écho dans l'attitude des deux dirigeants. Cette guerre est arrivée avec son poids de fatalité. Laquelle, ajoutée au fanatisme des deux camps, a interdit tout retour en arrière. Quand un conseiller fort écouté de la Maison-Blanche affirme être «une colombe armée par les soins du Ciel...»,⁴ qui peut songer encore, pour résoudre le conflit, à une inspection de l'ONU ou à faire venir autour d'une table de négociations des personnages tout à fait infréquentables !

La position, dans cette guerre, de l'Eglise catholique a été parfaitement claire et toute aussi vaine. En affirmant à Rome, en février dernier et devant 174 ambassadeurs accrédités auprès du Vatican, qu'«une guerre d'agression serait un crime contre la paix», Mgr Jean-Louis Tauran savait qu'il n'avait aucune chance d'être entendu. Pour les Etats-Unis, la bataille de Bagdad devait être et restera dans l'histoire une «guerre de libération».

Les manifestations de rue, les déclarations des Eglises américaines hostiles à la guerre, les avertissements du Conseil œcuménique des Eglises (COE) n'ont pas eu davantage de succès. Bush

a fait parler les canons parce que Dieu lui «dictait» son devoir, et il ne pouvait qu'être sourd aux propos du secrétaire général du COE Konrad Raiser lorsque ce dernier a tenté, le 24 mars 2003, de lui rappeler que «face à la mort et à la destruction, nous, disciples de Jésus-Christ, nous nous souvenons qu'il a dit : "Je suis venu pour que les hommes aient la vie, et qu'ils l'aient en abondance." Quand la violence



Un messianisme «idolâtrique».

se déchaîne, la crainte pour la vie et pour la paix s'accroît.»

Pourquoi donc Bush a-t-il choisi les armes, si contraires à l'esprit de l'Évangile. Comment concilier un messianisme chrétien avec la totale ignorance des exigences évangéliques ? La réponse est dans la notion de «religion civile» mise en évidence dans le contexte de la guerre en Irak, mais détectée bien avant le conflit par les observateurs du paysage religieux américain. Parmi eux, le sociologue français Sébastien Fath, spécialiste du protestantisme évangélique (voir encadré p. 19).

Messianisme laïc

George W. Bush et ses condisciples parlent beaucoup de Dieu, et très rarement du Christ. Tout se passe comme si Dieu rassurait la politique bushienne, tandis que son Messie, en revanche, la perturbait dangereusement ! Sébastien Fath montre, en s'inspirant notamment de films fétiches, dont *La Guerre des mondes* (1953) et *Independance Day* (1996), comment la divine Providence intervient dans le mythe américain. A la fin de la *Guerre des mondes*, Dieu envoie une bactérie décimer les envahisseurs extra-terrestres. Grâce à la prière, la population est sauvée. Dans *Independance Day*, c'est la technologie américaine hyper-sophistiquée qui apporte le salut. Dieu et la technologie US, même combat et, forcément, même victoire sur le mal !

Le messianisme de Bush glisse vers un messianisme laïc, voire idolâtrique. Selon Sébastien Fath, l'Église méthodiste unie, dont est membre également le vice-président Dick Cheney, affirme elle-même «qu'identifier l'Amérique à une sorte de sauveur de l'humanité, c'est idolâtre». Cette accusation, naturellement, laisse de marbre la Maison-Blanche, réfractaire à toute critique en vertu de sa mission divine, et surtout lorsqu'on lui précise que sa «religion», civile ou non, n'est

qu'un «messianisme dollarisé».⁵ Cela n'a pas empêché George W. Bush de lancer un appel «au jeûne et à la prière», appel qualifié sévèrement de «blasphème» par Konrad Raiser. En pure perte.

Jusqu'où mènera l'arrogance du président américain, fort de sa victoire sur Saddam Hussein ? Sans doute vers un abîme de nouvelles souffrances chez des populations lourdement pénalisées par la stratégie prédatrice des États-Unis et vers une menace terroriste plus active que jamais. La paix est infiniment plus difficile à gagner que la guerre. Mais cette simple leçon, le «messie» l'ignore.

A. L.

¹ *Au nom de Dieu ! Les guerres de religions d'aujourd'hui et de demain*, Jean-Claude Lattès, Paris 2002, p. 286.

² **Samuel P. Huntington**, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris 2001, 402 p. L'édition américaine de cet ouvrage date de 1996. Elle est parue sous le titre : *The Clash of the Civilizations and the Remaking of World Order*. La seconde partie du titre a disparu dans la traduction française. A tort. Les États-Unis procèdent effectivement à la mise en place d'un ordre mondial, sous leur contrôle et autant que possible à l'abri des ingérences... de l'ONU !

³ *La guerre des Bush*, 2003, p. 151. Tristement lucide, l'auteur avait prévu, à la dernière page de son essai, que la guerre d'Irak se déroulerait avec «face à Washington, un monde cantonné au rôle de simple figurant» (p. 244).

⁴ Il s'agit de Richard Land, 56 ans, président de la Commission d'éthique de la Convention des baptistes du Sud. Il admire profondément George W. Bush et est comme lui originaire du Texas. Voir *La Vie*, 13 mars 2003, p. 46.

⁵ Expression de Charles-André Udry, dans *A l'Encontre*, Revue politique mensuelle, article publié le 3 décembre 2002, consulté sur www.alencontre.org.

La marche mondiale pour la paix

par Mauro MAGATTI,* Milan

Spectateurs hâtifs de tant d'événements, nous éprouvons le besoin de marquer un temps d'arrêt pour réfléchir et dégager le sens de certains phénomènes. Tout arrive et tout passe, souvent sans laisser de traces. La marche pour la paix du samedi 15 février 2003 mérite pourtant de ne pas sombrer trop vite dans l'oubli,¹ car il se peut bien que, par-delà les reportages, on y découvre l'indice de quelque chose de neuf et d'important.

Laissons de côté l'inévitable querelle sur le nombre des participants. Il est bien difficile de savoir combien de personnes sont effectivement descendues dans la rue, surtout si on veut tenir compte des nombreuses initiatives locales et ne pas se limiter aux cortèges qui ont défilé dans les capitales. Indépendamment du nombre des participants, déjà très significatif, l'événement a une grande portée symbolique. A tel point qu'une des voix les plus autorisées de la presse américaine, le *Washington Post*, a pu affirmer, avec un brin d'emphase journalistique, que «l'opinion publique globale est née le 15 février».

De fait, une voix s'est faite entendre distinctement. Quelqu'un a parlé. Pas Bush, ni Saddam, même pas Jean Paul II. Pour une fois, c'est un collectif qui a pris la parole, composé de gens ordinaires, de personnes anonymes qui ont éprouvé le besoin de se mettre en marche pour dire leur refus de la guerre. L'appel a retenti haut et clair, grâce à une organisation capable de mobiliser simultanément un grand nombre de personnes à l'échelle mondiale, sans pour autant provoquer d'incidents majeurs.

Pour comprendre un peu plus en profondeur ce qui s'est passé, il faut avant tout relever que la marche pour la paix ne constitue pas un fait isolé, une fleur dans le désert. Il serait erroné de ne voir dans les événe-

ments du 15 février qu'une manifestation des groupes *no-global*. Il est clair pourtant que c'est grâce à l'existence d'un mouvement international et à sa capacité d'organisation qu'un tel événement a été possible.

Un événement global

Mieux que les précédents souvent évoqués, comme les manifestations contre la guerre du Vietnam, la marche pour la paix a montré que ce réseau, en exploitant les médias traditionnels comme caisse de résonance, dispose d'une impressionnante force mobilisatrice. Qui aurait pu synchroniser si efficacement les manifestations et assurer le succès d'une pareille organisation ? On ne se trouve pas en présence d'une action improvisée, mais d'un événement rendu possible grâce à un processus bien rôdé, qui le fortifie et le transforme peut-être partiellement. Son impact a été si évident, que les principaux acteurs en jeu - de Bush à Saddam, de Chirac à Blair - n'ont pas pu faire moins que de le commenter.

* L'auteur est professeur de sociologie à l'Université catholique de Milan. Cet article est paru dans la revue des jésuites italiens *Aggiornamenti Sociali* n° 4, Milan, avril 2003, pp. 308-313.

Au-delà des effets concrets qu'on pourra ou non observer, la marche pour la paix constitue un événement historique lourd de sens : elle indique sans doute la direction dans laquelle il convient d'avancer.

Il s'agit d'abord d'un événement global. Les critiques ont observé avec raison que les cortèges se sont déroulés surtout en Occident. Ce qui est vrai. Pourtant, tout en ayant leur centre en Europe, les manifestations ont débordé ces frontières,² attestant, entre autres, que les structures géopolitiques actuelles ne suffisent plus à contenir la dynamique complexe des mouvements sociaux contemporains.

Au-delà de l'aspect purement géographique, qui a son importance, le 15 février a démontré, par médias interposés, que c'est désormais à l'échelle planétaire que les divers acteurs sociaux agissent, que les conflits éclatent et que se définissent les prises de position.

Globalisation humaine

Paradoxalement, c'est précisément au moment où la conjoncture actuelle pousse de nombreux observateurs à parler d'une « crise de la globalisation », que la marche pour la paix lance l'idée d'une autre conception du processus de globalisation, plus axée sur les droits humains que sur l'économie. L'homme de la rue comprend que le genre de conflit dont il est question ne se limite pas à une région particulière, l'Irak, mais qu'il implique plus largement le destin du monde dans toute sa complexité. Il ne s'agit pas d'une affaire entre Bush et Saddam, mais de la manière dont nous concevons la vie en commun. C'est la globalité qui est en jeu, c'est-à-dire la conscience qu'il n'est plus possible de considérer séparément les destinées humaines, que ce sont les frontières physiques de la terre qui délimitent aujourd'hui l'espace à l'intérieur duquel il s'agit de vivre ensemble.

Dans cette perspective, la question de savoir qui a raison n'a pas de sens, si ce sont les Américains qui, en réaction au 11 septembre, cherchent à punir les commanditaires des terroristes (après l'Afghanistan, l'Irak, et ainsi de suite) ou Saddam, le cynique et rusé représentant du mécontentement du monde musulman. Il s'agit plutôt de définir les critères d'une vie en commun et les procédures qui permettront de résoudre les conflits.

Qui a marché pour la paix prend part au débat en tant qu'acteur ; il pose ces questions et oblige à en tenir compte. Le fait mérite réflexion. A travers mille difficultés et incertitudes, la marche pour la paix a manifesté la volonté de participer à l'élaboration des valeurs et des institutions concernées par la globalisation ; élaboration qui, pour devenir concrète, aura besoin plus tard d'interprètes et de législateurs.

Une seconde réflexion concerne le fait que, aujourd'hui comme hier, les exigences de paix, de justice et de solidarité suscitent des formes inédites d'actions collectives. Sur ce point, les médias restent discrets. Indépendamment des questions relatives au contenu, le mouvement *no-global* met en lumière une action collective d'un genre nouveau, dont le poids est encore à évaluer.

Collectivités d'individualités

De ce point de vue, on ne saurait ignorer ce qui s'est passé durant les dix dernières années : un immense réseau s'est peu à peu mis en place, regroupant des réalités, des organisations, des associations, des Eglises, des groupes, des centres sociaux, des revues capables d'opérer à l'échelle locale tout en gardant le contact avec des stratégies d'action et de communication globales. Ce réseau constitue un extraordinaire potentiel mobilisateur, capable d'agir au-delà des frontières nationales. La manifestation du 15 février, pensée et mise sur pied en très peu de temps, l'a bien montré.

Deux aspects sont particulièrement intéressants. Le premier concerne ce que H. Rheingold a appelé les *smart mobs*,³ c'est-à-dire les foules intelligentes. Pour l'auteur américain, la technologie actuelle de la communication - qui va d'Internet au téléphone portable, de la vieille télévision à la presse quotidienne et hebdomadaire - constitue un extraordinaire outil qui permet l'émergence d'une nouvelle forme de coopération entre les individus et la provocation d'événements comme ceux du 15 février. Les cortèges qui ont traversé de nombreuses capitales rassemblaient des groupes, des organisations, des ONG, des associations, des Eglises opérant en ordre dispersé ; surtout, on y a vu des individus isolés et des petits groupes rassemblés autour de quelques références symboliques communes. Si les calicots et les slogans n'ont pas fait défaut, c'est le drapeau multicolore de la paix qui a été l'unique symbole rassembleur, capable de recomposer une telle diversité.

Ces manifestations présentent une autre nouveauté : la place centrale accordée aux individus et à leurs points de vue. Le climat dans lequel les cortèges se sont déroulés en témoigne. Ce n'est pas une petite affaire que de marcher pour la paix sans provoquer de violences ; ce qui ne signifie pas pour autant que la violence ait été refoulée.

Il est toutefois important de relever l'apparition d'un nouveau style de participation, caractérisé par la force de l'expression. Qui participe, adhère aux idées exprimées. Parce qu'elles réunissent un monde disparate, aux origines hétérogènes, ces idées présentent toute une palette de nuances. Plutôt que de lancer des mots d'ordre, on cherche à exprimer la variété des positions, qui ont tout de même quelque chose en commun. D'où l'idée de la fête, entendue comme moyen pour permettre à tous de s'exprimer, et la conviction que le cortège est d'autant plus réussi qu'il est varié et multicolore.

La marche a échappé au contrôle de quelque leader que ce soit. Il y a eu évidemment des porte-parole, des témoins et des politiciens qui se sont exprimés en public et dans les journaux ; mais la nature, la complexité, la dimension du phénomène étaient telles, qu'elles ont échappé à la mainmise d'élites plus restreintes.

Cette constatation n'est pas banale. Comme on le sait, un des problèmes classiques d'un événement collectif est de devenir une proie facile entre les mains de chefs charismatiques qui exploitent l'élan initial à leurs propres fins. Cette fois, les choses se sont déroulées autrement. On a la nette impression que (l'organisation mise à part) l'événement a échappé au contrôle d'une unique régie, qu'il est impossible de l'attribuer à une seule direction.

L'émotion de la paix

Le dernier aspect concerne ce qu'on pourrait appeler l'émotion de la paix, opposée à l'émotion de la guerre largement entretenue ces derniers mois. Sans entrer dans les relations complexes qui existent entre action, émotion et raison, on est frappé par la force que développe l'idée de paix, capable de mobiliser tant de personnes et de mondes si divers. Il est impressionnant de constater que le seul nom de la paix est encore capable de réchauffer les cœurs, partout dans le monde.

L'émoi suscité par l'appel à la paix peut paraître dangereux, comme s'il s'agissait d'un dérapage romantique qui nous éloignerait de la dure réalité des faits. Sans doute on ne peut oublier que la participation à des événements collectifs du type de celui du 15 février comporte une forte charge émotionnelle et que ces expériences sont d'autant plus intenses qu'elles sont brèves, pour ne pas dire fugaces. Mais n'est-ce pas là une des caractéristiques de notre époque ? Une des manières qu'a notre société de proclamer son échelle des valeurs ?



Manifestation des jeunes à Genève, 20 mars 2003.

On se souvient de la remarque de Henri Bergson sur le rôle de l'émotion dans l'élaboration de la morale. C'est l'émotion qui, en dépassant la rigidité de la raison, soutient l'élan qui permet de construire du neuf, de dépasser l'ordre établi pour imaginer le futur. « Dans la morale de l'aspiration, écrit Bergson, est implicitement contenu le sentiment d'un progrès. L'émotion... est l'enthousiasme d'une marche en avant. »⁴

Si on regarde notre époque comme une période de transition, une navigation sur les eaux agitées et traîtres d'une mer où nous peinons à nous orienter, il est plus facile d'admettre l'importance de la dimension émotionnelle. De fait, nous avons besoin du soutien d'un « élan vital » pour surmonter les difficultés de l'heure et surtout pour créer un patrimoine moral et institutionnel capable de maîtriser les forces complexes d'une société globale.

La paix est justement une valeur de référence et jamais elle n'est apparue aussi universelle qu'en ce 15 février. N'est-ce pas là

une bonne nouvelle ? N'est-il pas important de savoir que des millions de personnes, dans de nombreuses régions du globe, partagent la conviction que les conflits internationaux doivent être résolus autrement que par les armes ? Tout cela ne constitue-t-il pas une formidable invitation à bâtir la paix à l'époque de la globalisation ?

Il ne faut évidemment pas oublier le revers de la médaille. Précisément parce qu'elle porte une forte charge émotionnelle, la marche pour la paix ne peut prétendre résoudre les problèmes, ni sortir des nombreux dilemmes qui se présentent. Il est clair que la question de la paix se pose lorsque les autres moyens de résoudre un conflit et d'accepter le point de vue de l'autre commencent à faire défaut.

Dans les années '60, à l'époque de l'équilibre de la terreur, on avait compris que la guerre pouvait détruire la vie sur terre. Aujourd'hui, on s'aperçoit que le projet de non-prolifération des armes nucléaires et de destruction massive risque d'aboutir à un

échec dramatique (étant donné que plusieurs pays s'en sont dotés ou sont en train de s'en doter) ou d'engendrer un dangereux cercle vicieux fait d'interventions armées unilatérales. On peut aussi lui reprocher de vouloir maintenir les rapports de force actuels, caractérisés par l'hégémonie d'une seule superpuissance.

Une direction

Nous avons un besoin urgent d'une culture de la vie en commun. Pour cette raison, la crise actuelle est importante et la mobilisation pour la paix représente un pas positif : face aux énormes risques que comporte la conjoncture actuelle, la sécurité ne sera pas garantie de façon stable par l'usage de la force mais par la reconnaissance réciproque. Le fait que les peuples se soient mobilisés au nom du désir commun de la paix est un événement extraordinaire, qui rend compte de l'importance que cette valeur a dans le cœur de l'homme. Toute exploitation basement politique de l'événement prouverait la vilenie de celui qui consentirait cette forfaiture.

Nous l'avons déjà dit, il ne faut pas se faire d'illusion : les manifestations et les défilés ne résolvent pas les problèmes complexes qui se posent. Comme par le passé, ces phénomènes ne peuvent qu'ouvrir un chemin, indiquer des objectifs qui doivent être poursuivis dans la vie quotidienne, avec la difficulté de traduire dans le concret les grandes valeurs (celle de la paix entre autres) dont il a été question. Ce serait pourtant une erreur de ne pas reconnaître l'importance de ces vagues de fond qui indiquent la direction dans laquelle s'engager.

La manifestation du 15 février proclame clairement qu'à l'époque de la globalité, il n'y a qu'une manière de vivre ensemble, pacifiquement, et qu'il est nécessaire de trouver des alternatives à la guerre pour régler les conflits. D'où l'importance de respecter les procédures et les règles du droit internatio-

nal. La guerre constitue toujours une rupture de la légalité, la subversion de la convivialité, la destruction de ce qui est humain.

M. M.

trad. P. Emonet

¹ Depuis la rédaction de cet article, bien d'autres manifestations du même ordre ont eu lieu de par le monde. Il faut notamment relever celles du 20 mars 2003, jour même du déclenchement de la guerre (n.d.l.r.).

² On a manifesté à Moscou, Bangkok, Canberra, Calcutta, Tokyo, Le Cap, Sofia, Sydney. Il est évident que les frontières traditionnelles ont été franchies.

³ Cf. **Rheingold H.**, *Smart Mobs. The next social revolution*, Perseus Publishing, New York 2002.

⁴ **Bergson H.**, *Les deux sources de la morale et de la religion*, Presses universitaires de France, Paris 1946, p. 49.

À NOS ABONNÉ(E)S

Dons, abonnements, réabonnements, vous êtes nombreux à nous manifester votre fidélité et nous vous en remercions très chaleureusement. Mais notre lectorat actuel doit encore grandir pour se maintenir. Nous comptons sur vous pour inciter vos connaissances à s'abonner à notre revue.

Mais vous pouvez aussi leur offrir

**un abonnement à
choisir !**

Renseignements :

Geneviève Rosset, administration, **choisir**
18, r. Jacques-Dalphin, 1227 Carouge
☎ 022/827 46 76
e-mail: administration@choisir.ch

Ma colère

par Pascal DÉCAILLET, journaliste, Genève

Face à cette guerre, face à cette Amérique-là, face à tous les puissants de la finance mondiale, face à cette fausse Jérusalem, trop céleste pour être vraie, qu'on appelle New York, face aux marionnettistes des complexes militaro-pétroliers qui manipulent le politique et se contrefoutent de la citoyenneté, face au G8 et à tout ce qu'il incarne, face aux bombes à fragmentation qui tuent les enfants irakiens, et les mères qui les portent, face aux semeurs d'apocalypse au pays de la Genèse, je dirai d'abord ma profonde colère.

Colère noire. *Dies irae*. Ne venez pas aujourd'hui me parler d'experts, de consultants militaires, de regards prétendument neutres qui vous expliquent en toute tranquillité, devant une carte de l'Irak vu du ciel, pourquoi il faut attaquer à droite ou à gauche. Leur regard, leur point de vue, déjà parce que venant d'en haut, est celui de l'agresseur. Il est celui du pilote de B-52. Comme si l'immense majorité de ces «experts» n'étaient pas des officiers supérieurs coulés au moule de la pensée stratégique américaine. Comme si la plupart d'entre eux n'avaient pas passé plusieurs années de stage Outre-Atlantique. Ils ne sont pas les aînés de nos pensées : ils sont, au sens militaire, les «cadets» de l'Amérique.

La première trahison, dans toute cette affaire, est donc bien celle des «clercs», pour reprendre le titre du si remarquable ouvrage laissé en témoignage, en forme de cri, par l'ancien dreyfusard Julien Benda en 1927.

La question irakienne, c'est comme le G8. Il faudrait accepter des faits accomplis. D'un côté, l'invasion sauvage d'un pays, unilatéralement décidée et programmée de longue date par les pires faucons de Washington. De la même manière, la prochaine réunion, début juin à Evian, de cette étrange instance ploutocratique et autoproclamée qui n'aurait, au fond, d'autre légitimité que l'étalage, face au monde, de sa propre richesse.

Il fut un temps où les forces de l'Argent avaient au moins la décence de raser les murs, d'afficher le regard contrit du notaire qui se rend au bordel. Aujourd'hui, le veau d'or s'expose en pleine lumière. Et nous devrions, nous, habitants de Genève, Lausanne, Evian ou Saint-Gingolph, tomber en genuflexion devant les mille soleils de ses reflets étincelants. Laisser accueillir les va-t-en-guerre George Bush et Tony Blair comme de parfaits gentlemen, alors que leur place est peut-être devant le Tribunal de La Haye. A cette obédience complice et coupable, je dis non.

La sagesse des cadets

J'aurai bientôt 45 ans et, de ma vie, n'ai jamais mis les pieds dans une manifestation de rue. Celles que j'ai aperçues, dans mon enfance, aux alentours de Mai 68, avec ces cris de haine contre un homme (de Gaulle) qui avait libéré son pays,

donné le droit de vote aux femmes et l'indépendance à l'Algérie, réconcilié la France avec l'Allemagne (à dix ans, instinctivement, je le reconnaissais comme tel), sonnaient tellement faux qu'elles m'auront brouillé, pendant plus d'un tiers de siècle, avec les huées fébriles et éruptives de la rue. Oui, à dix ans, je prenais, contre mes aînés, la mesure du génie historique de l'homme qu'ils combattaient. S'en est suivi, pour moi, un très long combat, à la fois contre les libertaires et contre les libéraux, les uns et les autres cassant, à mes yeux, par individualisme exacerbé, le tissu de solidarité sociale entre les humains.

45 ans sans manif, donc, et là, je sens approcher le moment où, pour moi, tout va basculer. Cette nouvelle jeunesse, ces collégiens de quinze ans qui ont dit non à la guerre en Irak, et diront non demain au G8, me touchent infiniment. Là où les soixante-huitards, ces nantis des trente glorieuses, voulaient briser le réseau social, comme un enfant gâté casse une figurine de porcelaine, voilà poindre une nouvelle génération qui, précisément, descend dans les rues pour réinventer, face au désordre libéral, un pacte républicain.

«On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans», écrivait Rimbaud, lui qui, à cet âge-là, avait déjà jeté sur le papier l'essentiel de ses fulgurances, ayant passé son enfance à remporter les premiers prix de vers latins. Peut-être, au fond et à l'inverse, n'est-on jamais aussi sérieux qu'à cet âge-là, peut-être l'état «d'adulte» n'est-il qu'une pétrification crétacée de nos illusions perdues, comme une acceptation complice de notre propre œuvre de mort, en chemin.

Contre l'occupation de l'Irak, contre la pâmoison de nos édiles devant les futurs hôtes d'Evian, il faudrait, en plus des foules, la sainte colère d'un Léon Bloy, lui l'Imprécauteur, le mystique anti-capitaliste, l'enragé fulminant dans sa chambre, lui le Pèlerin de La Salette, le parrain de Jacques et Raïssa Maritain, le plus grand pamphlé-

taire de sa génération. L'ébullition de ses malédictions jetées aux puissants nous manque infiniment. Bloy, le chrétien, le catholique vomisseur de tièdes qui, de sa vie, n'a jamais décollé. Contre les experts, les consultants, les analystes financiers, les bellicistes en col blanc, les atlantistes alizéens, comme auraient été sublimes, de nos jours, la puissance de son fiel, l'incandescence de son verbe.

«Ignis ardens», lancerait-il aujourd'hui, reprenant la prophétie de Malachie, lui qui n'était que feu et lumière. Bloy, l'homme des pauvres et des exclus, le vieux fou ennemi du progrès, adversaire de la Tour Eiffel, la «Babel de fer», lui qui avait eu cette phrase : «Quand je veux savoir les dernières nouvelles, je lis saint Paul.»

Contre l'occupation de l'Irak, contre la mainmise américaine sur le monde arabe, l'arrogance du G8, la sacralisation du libéralisme économique comme étant, nous dit-on, le seul modèle viable, je laisserai mes cadets brandir pancartes et banderoles dans les rues (en attendant, un jour, de les rejoindre). Et me contenterai, pour l'heure, de m'associer à eux par la résurgence de quelques références qui m'habitent et me poursuivent depuis des années.

Des grandes voix

Il y a d'abord le catholicisme social. Le legs de l'un de nos plus grands papes, Léon XIII (n'en déplaise, cette fois, à Bloy, qui ne l'aimait guère et lui préférait son successeur saint Pie X), cette extraordinaire tentative, dans *Rerum Novarum* (1891) de concilier les idéaux chrétiens, et notamment le primat du spirituel, avec les principes républicains. Première reconnaissance au fond, un siècle après, de l'acquis d'une Révolution française qui, elle, ne s'était pas montrée tendre avec le clergé. Opposition féroce, déjà, au capitalisme sauvage, aussi féroce, si ce n'est davantage, que certains modèles

marxistes et matérialistes de l'époque. Mais refus de la guerre des classes, infini souci de protéger la cellule familiale, pour des raisons théologiques que tout chrétien comprendra aisément.

Et puis, aujourd'hui, il y a, tout simplement, Jean Paul II. Le plus grand ennemi de la guerre en Irak, du néo-colonialisme militaro-industriel, de l'humiliation des peuples, de la famine des enfants irakiens suite à une décennie d'embargo, du massacre des Innocents sous les bombes, du dollar roi, de la peine de mort, de l'atteinte à la vie humaine, c'est lui. De la même manière (et c'est, au fond, le même combat), le plus grand ennemi du libéralisme sauvage, de la terreur que font régner les actionnaires sur les entreprises, de la déréglementation des rapports contractuels, c'est lui. Hormis cette grande voix, d'autant plus poignante qu'elle est faiblissante, hormis ce vieillard fragile accroché à son crucifix, j'ai peine à discerner, chez les grands de la planète, du moins depuis la mort de Dom Helder Camara, la moindre parole, aujourd'hui, capable de magnétiser nos adhésions.

Les ados qui manifestent dans nos rues, contre la guerre en Irak ou contre le G8, ne connaissent sans doute ni Léon XIII, ni Bloy, sans parler de Péguy, Maritain, Journet, Mounier. Ni trop bien la Révolution française, ni Guizot, Jules Ferry, Simone Weil, Mendès France, Willy Brandt. Ils



Juste colère.

payent en cela un lourd tribut à la génération de leurs parents, celle de Mai 68, qui, sous prétexte de faire «table rase» du passé, a fini par casser (sans retour ?) la vieille courroie de transmission des valeurs et des connaissances qui liait parents et enfants. On en voit le résultat dans la situation de l'Ecole aujourd'hui. A tuer toutes les figures exemplaires, à chasser tous les anges tutélaires, on finit par léguer à ses enfants un ciel bien triste, bien vide.

Et pourtant, je crois déceler dans les manifestants d'aujourd'hui une forme d'appel spirituel et de volonté d'organiser autrement la vie sociale, qui contraste cruellement avec les deux décennies de culte de l'argent facile que nous venons de traverser. Là où les soixante-huitards voulaient, par un mélange de fièvre libertine et de révolte de cancre contre toute représentation de l'autorité, installer la récréation permanente, les manifestants anti-Bush et anti-G8 appellent, eux, à la re-crédation d'un lien social particulièrement malmené par les charrettes de licenciements, les profits honteux de certains rapaces du patronat, les ravages de l'ultra-libéralisme sur nos vieilles sociétés européennes.

Il y a, dans leur colère, un projet, une ambition, un regard vers l'avenir, une volonté d'organiser les échanges mondiaux autrement que par la rapine, sans cesse recommencée, du Sud par le Nord. Il y a aussi une attention à la survie de la planète qui n'avait même pas seulement effleuré la génération 68.

Sursaut de la Suisse

La colère. C'est ce que nous devons garder au cœur, sans faiblir, au moment où l'Irak se transforme en protectorat américain et où, peut-être, les appétits bellicistes des faucons vont se porter sur l'Iran ou la Syrie. Colère devant la mort, et avant tout celle, insupportable, des enfants, devant ces milliers de destins brisés, alors que les solutions politiques n'étaient pas épuisées. Colère devant l'humiliation d'un monde arabe qui nous est matriciel, comme seul peut l'être le pays d'Abraham et de l'écriture inventée, et m'apparaît comme beaucoup plus proche de nos valeurs que la froideur matérialiste des boursicoteurs new-yorkais. Colère devant l'accueil programmé de MM. Bush et Blair à Evian, devant les ronds de jambe que s'approprient

à leur faire nos autorités. Colère quand j'entends certains de nos politiques proclamer, au premier jour de l'agression, que «les Américains sont nos amis».

Pour qui parlent-ils ? Pour le peuple suisse ou pour la petite clique d'encravatés abonnés à la navette aérienne entre la Bahnhofstrasse et les casinos spéculateurs de Manhattan ? En ces jours de deuil et d'empathie avec tous ceux qui souffrent, qu'ils soient peuple d'Irak ou combattants américains ou britanniques, blessés ou tués au combat, je n'aurai pas la sagesse de recommander la seule prière. Je recommande la colère.

Il y aurait pourtant, pour la Suisse, une occasion extraordinaire de faire entendre sa voix dans le concert des nations : dire non au G8. Faire savoir à nos amis français que cette réunion n'est pas opportune, qu'elle est dangereuse. Que certains de ses hôtes, l'Américain et le Britannique, fauteurs de guerre et impérialistes sans âme, ne sont pas les bienvenus sur nos rivages. Que la mobilisation de milliers de policiers pour protéger un club de riches, du reste clairement libellé comme tel, ne fait pas partie de nos priorités.

Il y aurait là, bien sûr, rupture avec une certaine image de la Suisse, cette image de pragmatisme économique et de Realpolitik nauséabonde qui nous colle à la peau depuis des décennies. Image, précisément, que notre nouvelle ministre des Affaires étrangères est en train, à bon escient, de remettre sérieusement en question. Rompre avec la défense de notre complexe militaro-industriel, avec la Suisse des colonels et les banquiers. Si c'est pour retrouver les grands accents de 1848, cette époque où notre pays accueillait les exilés politiques de l'Europe, réinventait l'espace citoyen, s'ouvrait au monde. L'enjeu, à coup sûr, en vaut la chandelle. Et notre divine colère aura servi à quelque chose.

P. D.

Rémunérations

J'ai apprécié l'analyse que vous faites à propos des revenus pharaoniques (Etienne Perrot, in **choisir** n° 517, janvier 2003, pp. 25-28). Un citoyen normalement équilibré ne peut qu'enrager d'apprendre que des grands patrons, non contents d'avoir conduit leur entreprise à la faillite, quittent le navire avec un parapluie doré. C'est une insulte aux collaborateurs de l'entreprise qui restent ou sont congédiés. L'absence d'une base économique et morale qui justifierait de telles rétributions doit être largement dénoncée, car beaucoup de gens modestes sont obnubilés par la réussite de carrières fulgurantes et admettent comme normal ces privilèges exorbitants. Pourtant votre article me laisse sur ma faim dans deux domaines : l'interpellation par rapport à la foi et la responsabilité individuelle dans la société civile.

En tant que catholique engagé, je déplore cette absence de relation entre la vie de foi et l'engagement au quotidien, lors de sermons ou d'interventions de théologiens. Maurice Zundel qui croyait en l'homme a su montrer que les choix auxquels était confronté le chrétien trouvaient leur source dans l'amour du Christ. Comprenez-moi bien, je ne recherche pas une recette qui dicterait mon comportement, mais un témoignage d'engagement inspiré par une vie de foi !

En disant cela, j'ai bien conscience que cette recherche n'est pas aisée à formuler. Si la responsabilité de chaque individu est une notion relativement bien assimilée, la responsabilité dans la société civile est en revanche assez peu développée dans nos Eglises. Certes, il y a des prises de positions vaticanes, le travail d'associations de défense d'immigrés, des appels à l'abolition de la dette, etc., mais quel écho tout cela a-t-il dans nos célébrations ? Quel relais à ces cris de détresse trouve-t-on dans nos communautés ?

Missio-OPM Genève a mis en place un réseau conviant toute personne soucieuse d'une ouverture au monde : par exemple, nous réfléchissons à la meilleure façon d'être au côté du collectif des sans-papiers. Le G8 va se dérouler tout près de Genève : quelles interrogations les Eglises à Genève vont-elles se poser ? Le problème est vaste et difficile à appréhender, mais pourquoi ne pas collaborer avec les diverses associations de la société civile qui réfléchissent et agissent dans ce sens. L'Evangile aurait-il quitté nos communautés ?

Les jésuites, initiateurs des *Réductions* en Amérique latine, ne devraient-ils pas tracer le chemin dans ce monde si déséquilibré ? Non seulement tracer le chemin, mais susciter des engagements en agissant au sein de nos communautés ?

J'aimerais tant voir notre Eglise être plus présente dans ce monde à la dérive.

Jean-Claude Genecand
Genève

Rapport Bergier

Dans un premier paragraphe qui se veut factuel, M. Walter (*Rapport Bergier, usages politiques et polémiques*, in **choisir** n° 518, février 2003, pp. 25-28) cite incomplètement la sentence rendue par M. Bergier en conférence de presse concernant la prétendue contribution de nos autorités «à la réalisation de l'objectif nazi le plus atroce, l'Holocauste». L'adjectif «nazi» disparaît de la citation (pourtant placée entre guillemets par M. Walter). Exit, du même coup, le véritable et unique responsable de l'Holocauste !

Dans le même paragraphe, M. Walter affirme que cette phrase et celle qui se trouvait dans le rapport intermédiaire sur les réfugiés, à savoir qu'«en créant des obstacles supplémentaires à la frontière, les autorités suisses ont contribué - intentionnellement ou non - à ce que le régime national-socialiste atteigne ses objectifs», ne figurent pas dans le *Rapport final*, «au ton beaucoup plus mesuré». Il omet de citer la phrase dudit *Rapport final* figurant à la page 480 : «[...] les autorités de la Suisse ont réellement contribué à la réalisation de l'objectif des nationaux-socialistes.» C'est à une telle sentence, et pas seulement à une phrase lâchée en conférence de presse, que l'ouvrage collectif publié aux Cahiers de la renaissance vaudoise a réagi en démontrant l'inanité de cette imputation infamante.

Dans cette thématique, les conclusions des études genevoises - celle de l'équipe Santschi - Flückiger - Bagnoud et celle de Mme Fivaz-Silbermann préfacée par Serge Klarsfeld - jouent un rôle important. M. Walter écrit que les auteurs des *Conditions de la survie* reprochent à la Commission Bergier de ne pas avoir tenu compte de ces études, mais que «contrairement à ce que prétendent ses contradicteurs, le rapport Bergier évoque les recherches de Genève sans vouloir en suivre les conclusions, ce qui est parfaitement légitime puisqu'il y a controverse sur l'interprétation». Pour ce qui est de l'évocation de ces recherches, j'ai clairement indiqué dans *Les conditions de la survie* que «Klarsfeld est cité de façon dépréciative dans une note de bas de page, sans aucune référence à sa propre argumentation ni au rapport de Mme Fivaz-Silbermann édité par la Fondation Klarsfeld». Je maintiens que le recours à un tel procédé, alors que les études genevoises étaient disponibles en l'an 2000 déjà, discrédite très largement l'ensemble des travaux de la Commission Bergier, notamment le rapport sur les réfugiés publié en 2001 et le *Rapport final* publié en 2002.

Plutôt que de discuter le contenu même de l'ouvrage, M. Walter n'hésite pas par ailleurs à recourir à la technique bien connue de l'amalgame. Ainsi, à deux reprises, il agite l'épouvantail «négationniste» ; une première fois à propos des discussions qui le gênent sur le nombre de réfugiés juifs refoulés à la frontière pendant la guerre (comme si de telles discussions n'avaient pas lieu d'être) ; la seconde fois à propos de la mise en parallèle entre le nazisme et le communisme, thème historiographique pourtant classique depuis les années 40 (on pourrait citer ici Hannah Arendt, dont l'ouvrage sur les *Origines du totalitarisme*, paru au début des années 50, repose précisément sur un tel rapprochement).

Ce qui est curieux, c'est qu'en début d'article M. Walter reprend à son compte l'essentiel des jugements de *Les conditions de la survie*. Il relève les dégâts causés par la petite phrase sur la contribution des Suisses à l'Holocauste, critiquant «de tels propos outrageusement simplificateurs et autoflagellateurs» dont il affirme que M. Bergier ne pouvait ignorer qu'ils «feraient la une

des journaux avides de sensationnel». Plus loin, il dénonce «la conjonction des intérêts électoralistes des Clinton et autres D'Amato ou les objectifs politiques et financiers du Congrès juif mondial d'Edgar Bronfman» et «ceux, plus complexes, des intérêts économiques à l'échelle mondiale et du rôle de la place financière suisse». Il stigmatise «des revendications exorbitantes de plusieurs milliards de dollars, des accusations ahurissantes concernant la compromission de la Suisse avec l'Allemagne nazie». Il souligne, toujours avec raison, le «préoccupant manque de perspicacité des autorités suisses qui ont totalement sous-estimé la portée de l'offensive et mal imaginé les parades». Il montre encore les résultats assez faibles des «coûteux travaux» entrepris par les banques et finit par une allusion à l'ambiguïté que laissent planer l'origine et la constitution de la Commission : «C'est tout le problème des commissions d'experts dont il ne suffit pas de dire qu'elles sont indépendantes pour qu'elles le soient vraiment.»

Les auteurs n'ont pas dit autre chose.

Jean-Philippe Chenux - Lausanne
co-auteur et directeur de
Les conditions de la survie

* * * * *

Nucléaire

J e souhaite exercer un droit de réponse aux commentaires de M. de Rougemont (**choisir**, avril 2003) concernant ma lettre. (...) La forte mise en doute de «l'objectivité de la science» soulevée tout au long d'une «philippique» enflammée de mon contradicteur anti-nucléaire, s'attaquant à la valeur scientifique des expertises, est une pétition de principe ; elle est même auto-contradictoire. Car, si la science n'est pas objective, on ne peut pas invoquer en même temps «des travaux d'autres scientifiques» pour les opposer à des résultats contestés ! La mise en cause de la recherche scientifique est une très grave accusation qui pourrait aboutir à une relativisation généralisée et dommageable pour toute la science elle-même. Il faut dénoncer cette dérive jetant une suspicion globale sur des travaux scientifiques. Non, la technologie nucléaire n'est pas le fruit d'un «bricolage» réalisé il y a 50 ans... pour reprendre un jugement péremptoire de Jacques Neiryck (*Le nucléaire, solution de facilité et mine de misères - Les raisons d'un refus*, in «Les Cahiers de l'électricité - Revue suisse de l'énergie», n° 52, mars 2003). En effet, des scientifiques de tout premier plan, et parmi les plus éminents du XX^e siècle, y ont contribué par leurs découvertes.

(...) La mise en cause des autorités de surveillance est un [autre] poncif récurrent chez les anti-nucléaires. Elle est basée fondamentalement sur un jugement *a priori* dépréciatif de ce qu'est un expert dans le domaine nucléaire, qu'il soit actif au sein des autorités de surveillance ou professionnellement engagé dans l'industrie électrique. Concernant cette dernière, il vaut la peine de le redire : ses propriétaires institutionnels sont en très grande majorité (72,4 % en 2000) les collectivités publiques, Confédération, Cantons et Communes ! Pour celles-ci - en sus des quelque 900 millions de francs de dividendes bienvenus chaque année (sans compter les quelques 500 millions de francs d'intérêts payés sur les capitaux fournis par elles) - l'engagement de longue date dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité est un vrai devoir d'Etat. (...)

Christophe de Reyff - Pensier

La percée du cinéma argentin

par Guy-Th. BEDOUELLE o.p., Fribourg

Chaque année, le Festival international de films ouvre Fribourg sur le vaste monde. Préparé avec beaucoup de compétence et de ténacité, bien rôdé dans son déroulement d'une semaine, il attire de plus en plus de spectateurs, des jeunes bien sûr, mais aussi un certain nombre de personnes qui n'hésitent pas à prendre quelques jours de vacances pour participer aux quelques cent quarante séances proposées. On peut ainsi voir des œuvres qui, sauf exceptions, ne seront jamais distribuées.

Elles ont deux caractéristiques : elles viennent de pays non-européens et possèdent toutes un certain degré de qualité, ce qui équilibre peut-être un certain tiers-mondisme culturel, ou plutôt tend à le rendre très convaincant. Notre regard est invité à contempler ces images, ces drames ou ces comédies venus d'ailleurs. Il ne faudrait pas oublier la section des documentaires, pour la plupart engagés politiquement ou socialement.

Chaque année, la sélection a sa physiologie propre. Les années précédentes avaient été marquées par une forte participation du cinéma asiatique, présent aussi cette fois avec quelques films. Cette production, marquée certes par un style caractéristique, heurté et souvent violent, semble s'enfermer dans des huis clos de chambres ou d'appartements, pour se livrer à des affrontements psychologiques

qui ne la distinguent pas tellement du cinéma occidental.

On constate encore un certain renouveau du cinéma africain, puisque la séance d'ouverture de la sélection 2003 a offert le beau film d'Abderrahmane Sissako, *En attendant le bonheur*, dont j'ai parlé ici (**choisir** n° 519, mars 2003), et la cérémonie de clôture a présenté en avant-première une comédie de chansons et de rythmes venue de la Guinée-Bissau, *Nha Fala* (Ma voix) de Flora Gomes, dont l'action se passe successivement au Cap-Vert et à Paris.

D'Amérique latine

Cette dix-septième édition du Festival de Fribourg a aussi massivement proposé le dépaysement des espaces et des foules d'Amérique latine. Le Brésil était bien présent avec une comédie jouant de l'atmosphère aigre-douce qui baigne l'adolescence (*Deux étés*, de Jorge Furtado) et un film dont le charme est d'être inclassable, proche du fameux «réalisme magique», et qui est un hymne à l'imagination tropicale, présentée comme seul moyen d'une précaire survie (*Les conteurs du Val de Javé*, d'Eliane Caffé). Dans un film qui n'était pas en compétition, et qu'on espère revoir, la Colombie mêle le mythe socio-politique



«Postedad», un voyage intérieur.

du *Libertador* Bolivar à la vie quotidienne (*Bolivar, c'est moi*, de Jorge Ali Triana).

Le festival a permis surtout de mesurer la renaissance récente du cinéma argentin, comme si les difficultés économiques du pays, loin de freiner l'imagination et l'esprit d'entreprise, leur donnaient un coup de fouet, de même qu'une des grandes périodes du cinéma français fut celle de la guerre et de l'occupation allemande.

Après la découverte, déjà ancienne, d'Eliseo Subiela, on avait remarqué, aussi à Fribourg, il y a trois ans, l'originalité et la liberté du film de Pablo Trapero, *Mundo Grua* (Un monde de grues), qui traitait de cette réalité ouvrière, si rarement appréhendée au cinéma (**choisir** n° 484, avril 2000). Depuis lors, de bonnes surprises sont venues de Buenos Aires. Ainsi *Les neuf reines* (qui ne sont pas des reines de beauté mais des timbres rarissimes que s'arrachent les collec-

tionneurs) de Fabian Bielinsky, désopilante mise en scène sur l'arnaque et la manipulation dans un univers au bord de la faillite. Il y eut *Tan de repente* (Tout à coup) de Diego Lerman, un drôle de road movie féminin, et, tout récemment, *Lours rouge*, d'Adrian Caetano, mélange de fureur et de tendresse.

Le Festival de Fribourg, outre une ancienne comédie musicale qui s'inscrivait dans une rétrospective, présentait quatre films argentins en compétition. Malgré le succès qu'il a obtenu auprès du public, *Lugares comunes* (Lieux communs) d'Adolfo Aristarain n'est qu'un téléfilm fort intelligent, avec les limites de ce genre, faisant appel aux bons sentiments, ce qui n'est pas une tare en soi mais ne suffit pas à donner une qualité artistique à une œuvre. Pourtant le réalisateur a réussi à présenter un très beau personnage de femme, forte et compréhensive, aimante mais réaliste.

Potestad (Pouvoir), de Luis César D'Angiolillo, est beaucoup plus ambitieux. Le style sophistiqué du récit laisse le spectateur, même attentif, dans l'incertitude et contribue sans doute délibérément au climat d'inquiétude distillé par le film.

Un médecin, qui fut impliqué dans les activités de répression policière durant la dictature en donnant des certificats de complaisance pour les assassinats perpétrés, est habité par ce passé. Dans le métro, qui symbolise son enfermement, dans les restaurants aussi, ce vieil homme a des hallucinations qui le reportent dans l'enfer dont il fut le complice. Un voyage intérieur charrie tous ses souvenirs, d'autant plus douloureux qu'il les a si longtemps niés. On pourrait se croire dans l'atmosphère irréelle et surnaturelle de *Subiela*, mais la difficile lucidité sur l'histoire encore récente donne au film une douloureuse dureté.

Minimalisme

De toutes ces œuvres, *Caja negra* (Boîte noire) de Luis Ortega laisse l'impression la plus durable, la plus dérangeante aussi. Une très jeune fille vit dans le quartier Santelmo de Buenos Aires. Après son dur travail dans une teinturerie, elle s'occupe d'une dame auxquels ses cent ans n'ont fait perdre ni la tête ni la langue, mais aussi de son père, dont la laideur et la maigre sont repoussantes. Sorti de prison, où il a dû être interné pour vagabondage, il habite à l'Armée du salut et, quand il ne dort pas sur un banc, il mendie maladroitement.

Dorotea soigne ces deux êtres démunis avec une patience, un respect et même une grâce étonnante. Décidée, affairée, elle ne se plaint jamais, se contentant de pleurer silencieusement lorsqu'on l'interroge sur son *novio*, son fiancé. Rien ne se passe, rien ne rompt le travail quotidien, mais les gestes simples des trois personnages, mas-

ser, laver, coiffer, manger, rendent une infinie dignité aux corps et aux âmes et deviennent les variations de l'acte d'aimer.

Ce minimalisme, qui s'impose sans gêner, rayonne aussi dans *Historias mínimas* (Histoires minuscules) de Carlos Sorín, magnifique épopée sans héros, qui a reçu, de façon très méritée, le Grand prix du festival. Trois petites histoires d'anti-héros s'entrecroisent sur les routes de la splendide et déconcertante Patagonie, entre un village perdu et «la» ville, à trois cents kilomètres de là.

Une jeune femme va tenter sa chance dans une émission de télévision publicitaire pour l'électro-ménager. Dans une scène atroce de mesquinerie et de méchanceté inconsciente, elle va se retrouver flouée de ce qu'elle a gagné, mais n'en sera pas malheureuse. Un représentant de commerce veut conquérir une jeune veuve et s'y prend on ne peut plus mal, malgré des efforts désespérés et hilarants. A la fin, tout espoir n'est peut-être pas perdu. Mais surtout, il y a Don Justo, qui, à plus de quatre-vingts ans, part sur la route rechercher son chien dont il pense qu'il a fui parce que l'animal l'a vu commettre une mauvaise action...

Antonio Benedictis donne une humanité pleine de finesse et d'humour à cette quête entêtée. Les trois destins sans importance vont se croiser et se recroiser au cours d'une journée et d'une nuit et s'achever dans la lumière renaissante sur le paysage, désert mais non désolé, de la Patagonie, dans une certaine réconciliation avec le monde. Un humour léger s'interpose entre les délires et les idées fixes, et tout de même le réalisme de la vie qui continue.

Avec ces deux beaux films, le cinéma argentin nous propose un regard courageux, un courage qui paraît surgir de plus loin, venir d'ailleurs.

G.-Th. B.

Nihilisme et dandysme

par Gérard JOULIÉ, Lausanne

De temps en temps j'aime bien aller renifler du côté de Roland Jaccard.¹ C'est un homme d'esprit nihiliste et dandy. Or le nihilisme plus le dandysme, cela donne parfois le stoïcisme. Au XVIII^e siècle, il eut été le correspondant du prince de Ligne, et peut-être même son compagnon de bamboche. Mais comme on n'est plus au XVIII^e siècle et que la douceur de vivre qui s'était installée à l'ombre bienfaitrice du trône et de l'autel s'en est allée, Roland Jaccard est devenu un intellectuel un peu triste qui lit *Le Monde*. Un intellectuel, c'est-à-dire, depuis Hegel, une conscience malheureuse.

Pour ne pas être tout à fait nihiliste, il faudrait pouvoir croire en Dieu ou au Progrès. Il ne faudrait pas non plus aimer jouer avec les idées comme les enfants avec des allumettes. Jouer avec les idées, c'est tout de même les prendre au sérieux.

Roland Jaccard a beaucoup pratiqué Cioran, son maître en nihilisme. Mais il n'est pas, comme le Dracula roumain de l'aphorisme, obsédé par l'existence ou l'inexistence de Dieu. Tout le monde n'a pas le malheur d'être né fils de pope ou de pasteur. C'est pourquoi les jeunes filles et le libertinage occupent chez lui une place laissée vacante chez Cioran. J'aime qu'il cite cette anecdote de Kierkegaard emmenant sa fiancée Régine Olsen à l'opéra pour voir *Don Juan* et lui disant après l'ouverture : «Et maintenant, partons, vous avez vu le meilleur.»

«Rien de nouveau sous le soleil ?

Mais bien sûr que si :

il n'y a pas de soleil.»

Roland Jaccard n'écrit pas trop, car il sait que la première tentation à laquelle doit résister un écrivain, c'est l'écriture. C'est un péché qu'il commet avec modération, se contentant de jeter ses mots par la fenêtre comme des miettes sur lesquelles se précipiteront peut-être un jour les moineaux de l'université.

Mais vraiment, est-ce être nihiliste que de dire que pour supporter la vie, telle qu'elle nous est faite, il faut être un saint, un fou ou un génie ? L'Ecclésiaste a dit à peu près la même chose. Or, fou, génie ou saint, ce sont là trois qualificatifs que Roland Jaccard n'ambitionne pas de mériter. Plus modestement, il se contente d'être S.O.S., c'est-à-dire simple, original et sexy.

C'est ainsi qu'on peut le voir au milieu d'une volée de moineaux, torse nu, renvoyer inlassablement à quelque jeune personne à la peau ambrée des îles, des balles de ping-pong à la piscine de Pully, les jours de beau temps, jours où il oublie qu'il est

nihiliste et qu'il est ivre d'un bonheur purement animal. Et d'ailleurs, ce n'est pas si mal que ça que de perpétuer avec persévérance et, ma foi, un certain panache la tradition noire des dandys

baudelairiens au milieu des enthousiasmes et des fanatismes du jour et de jeter sur les choses et les jeunes êtres le regard tantôt froid et tantôt brûlant du libertin.

Mais contrairement au dandy catholique et baudelairien, la certitude de faire le mal en faisant l'amour et la peur de l'enfer

n'assaisonne pas ses plaisirs charnels ; aussi dût-il, comme il le dit si crûment, « en baver » souvent, ce qui est fâcheux.

On pourrait très bien se demander pourquoi un nihiliste comme Roland Jaccard écrit au lieu de s'ennuyer stoïquement et dédaigneusement. On se plaît toutefois à penser que ses aphorismes ne sont pas autre chose pour lui qu'un divertissement sans conséquence qui prolonge la fin d'un souper en plein air, quand les convives commencent d'allumer leur cigare au feu des étoiles filantes.

Au fait, le dandy a-t-il quelque chose à dire, puisqu'il n'a rien à faire ? Ne devrait-il pas se contenter de tourner le dos au Progrès et à l'Avenir avec un froncement de nez, les yeux rivés sur la catastrophe qui attend tout homme venu en ce monde.

Il ne devrait rien faire d'autre que de s'ennuyer jusqu'à l'atrocité, en attendant les cosaques et le Saint-Esprit promis par Léon Bloy. Les aphorismes de R. Jaccard sont comme des bonbons de cyanure qu'on suçote en s'endormant, pour nous aider à tromper cette attente.

La perfection du néant

L'idéal du dandy, c'est de n'être qu'une apparence, car la chair lui pèse. Philosophiquement, c'est un cathare. Politiquement, il est pour le gouvernement en place, quel qu'il soit ; changer quoi que ce soit lui semble aussi dérisoire que de soulever une poignée de sable dans le Sahara pour la déposer dix centimètres plus loin. Il est parméniidien dans son affirmation du néant et de sa primauté sur l'être. Il ne lèvera donc le petit doigt pour rien, sauf peut-être pour allumer la mèche du feu d'artifice final.

A ce propos, un de mes amis dandys, que la question de Dieu tourmentait fort et qui avait un sens très fin et très délicat du péché, me disait dans un rire tremblé : « Ah ! plutôt la mise à mort de Dieu par les

pécheurs que sa mise en vente par les marchands du temple. » Réduire Dieu à une valeur marchande lui paraissait le seul péché qu'il était incapable de commettre. Comme je crois que c'est en effet là le péché contre l'esprit, ou ce qui s'en approche le plus, je pensais à part moi qu'il serait sauvé.

Depuis Baudelaire, qui a posé une fois pour toutes les tables de la loi du dandysme absolutiste, existe-t-il un nouveau dandysme, comme il a pu sembler exister pour les cervelles molles une nouvelle philosophie, ou une nouvelle cuisine pour les palais gâtés ? Peut-il y avoir un dandysme féminin ? A ces deux questions nous répondons sans l'ombre d'une hésitation ni tremblement de main ou de voix : non. Il ne peut exister de dandysme féminin pour la raison qui exclut la femme du sacerdoce. Comme trop enfoncée dans son sexe auraient dit, et ont dit, les Pères de l'Eglise. Du moins Tertullien, le plus radical de tous. D'ailleurs ne disait-on pas hier pour désigner les femmes, les personnes du sexe ?

Croyant, le dandy sera luciférien comme Baudelaire. Mais en général, il est plutôt athée et stoïcien, Roland Jaccard ayant, lui, choisi la voie du libertinage et de l'épicurisme, qui est la voix débutante et inférieure du dandysme. Mais tous ne sont pas appelés à pratiquer la perfection.

Le dandy a dit non à la vie, comme Lucifer aux plus beaux jours de la Création, quand il tourna l'épaule à la lumière et à ce Dieu qui lui faisait ombrage. Il préfère donc la perfection du néant à l'imperfection de l'être (n'ayant pas d'yeux pour voir les choses invisibles). Il ne se reproduit pas non plus. Fils, il est et fils il restera. Dans son unicité, son absolutisme et sa singularité. Il ne connaît pas les joies de la paternité. Car être auteur, ce n'est tout de même pas être père, à moins de confondre les phrases et les enfants.

Le deuil sied au dandy. Il résiste généralement à la tentation de se suicider jusqu'au jour où il est délivré de cette tentation

même. Comment se tuer en effet quand on n'existe pas ? C'est l'aventure qui est arrivée à Mallarmé et qu'il relate dans *Igitur*. Ce qui ne l'empêche pas de continuer de frapper dans une balle de ping-pong et de chasser les derniers papillons sur les hauts de Montreux.

En toutes choses, il s'attache à ne pas peser. Comme Don Juan, il va de femme en femme, s'il est attiré par ce sexe, et quand il quitte une femme, il lui dit qu'il la rend à elle-même. Peut-on être plus galant ? C'est qu'en amour, il distingue entre le sentiment et la sensation, rejetant le sentiment comme était le siège de la souffrance.

Aux approches de la vieillesse, il connaît son premier tremblement, voile ses miroirs

et ne sort de chez lui qu'à la tombée du jour, comme le comte Dracula. Ainsi s'en retourne-t-il à son cher néant originel.

G. J.

Roland Jaccard, *Sugar-babies*, Zulema, Paris 2002, 288 p. ; *Journal d'un oisif*, PUF, Paris 2002 ; *Un climatiseur en enfer*, Zoé, Carouge 2001, 44 p.

¹ Lausannois d'origine, âgé de 62 ans, Roland Jaccard vit à Paris depuis 30 ans. Ecrivain, essayiste et diariste, il est aussi chroniqueur littéraire au *Monde* et éditeur de la collection Perspectives critiques aux PUF (n.d.l.r.).

Ils ont vécu Ils ont aimé Ils ont écrit
Ils ont percé à jour les choses de l'esprit
Rien ne les arrêta dans leur jeunesse et l'âge

augmenta leur audace Ils firent du sonnet
la flèche du penseur la mazurka des lettres
La langue des Anciens sous leur plume renaît
Eux seuls savent d'un mot l'idée perdue remettre

Ils ont aimé Ils ont vécu Ils ont repris
corps parmi les élus du Parnasse Ils ont dit
ce qui jour après jour se perdait d'avantage

Ils prirent ce corps mort que le monde connaît
lui rendirent la vie la voix du sansonnet
L'esprit français qui sommeillait vient de renaître
des cendres Le phénix ose enfin reparaître

Chaunes et Sylvoisal

in *Sonnets croisés* (à paraître à L'Age d'Homme)

Inclassable Péguy

Collectif, *C'est l'étonnement qui compte**

Ce livre rassemble des articles parus sur Charles Péguy entre 1992 et 2001, des interviews du philosophe Alain Finkielkraut et de l'historienne Régine Perrenoud, ainsi qu'une conférence du sénateur Giulio Andreotti et du cardinal Godfried Daneels.

Ce qu'il ressort de tous ces écrits, c'est que Péguy est décidément un homme inclassable. Militant et poète, il laisse à sa mort (41 ans) une œuvre immense, elle aussi inclassable, allant des écrits politiques aux mystères dramatiques, en passant par la poésie. Né et élevé catholique, il dit perdre la foi vers l'âge de 20 ans, se lance à fond dans les rangs du parti anticlérical, se marie avec une militante athée, a trois enfants (le quatrième naîtra après sa mort) qu'il ne fait pas baptiser. Au cours d'une maladie, il retrouve la foi. Une foi qu'il aura dès lors chevillée au corps.

Tous les auteurs s'accordent pour relever chez lui des intuitions formidables. La première, c'est le constat que des mondes entiers, des humanités entières, non seulement vivent sans Jésus, mais prospèrent sans lui (et cela au début du XX^e siècle !). La deuxième, c'est que cette déchristianisation vient entièrement des clercs. La troisième, c'est que cette dite déchristianisation naît d'une faute mystique imputable également aux clercs qui enlèvent du christianisme le mystère et l'opération de la grâce... Sur ce point, Péguy sera en conflit avec son ami Maritain qui lui repro-

chera son approche «sensible» du religieux. Selon Péguy, si on enlève le Mystère et l'attrait du Mystère, il ne reste plus rien des 2000 ans de christianisme.

Péguy est un homme qui s'approche de Dieu par la voie de la beauté et, relève le cardinal Daneels, c'est là quelque chose d'important pour nous aujourd'hui. Il y a trois portes pour aller vers Dieu - *Verum, Bonum, Pulchrum*. Le vrai, quand on soutient que Dieu est la Vérité première. Le bien, quand on souligne qu'il est le Bien ultime, et le beau, car Dieu est suprêmement beau. D'une beauté qui ne rime pas avec beauté esthétique mais dans le sens de splendeur, de brillance du vrai. Les Grecs le disaient déjà : tout ce qui est bon est beau et tout ce qui est beau est bon.

Ce fut la voie que suivit Péguy, sans en faire une théorie, mais en la vivant. En parlant d'espérance, comme il en a parlé, il a été prophétique, précise Daneels. Car c'est bien d'espérance que nous avons le plus besoin aujourd'hui. «La foi, dit Péguy, est une cathédrale, la charité, un hôpital qui ramasse toutes les misères du monde, mais sans l'espérance, tout ça ne serait qu'un cimetière.»

Marie-Luce Dayer

* *Articles et interviews sur Charles Péguy*, Trenta Giorni Società Cooperativa, Rome 2002, 158 p.

Questions religieuses

DIEU EN GUERRE**La violence au cœur des trois monothéismes**

par Michel Doussé

Albin Michel, Paris 2002, 256 p.

Le sujet est hélas ! d'actualité. Mais l'intérêt de ce livre dépasse les circonstances du moment. Michel Doussé est un spécialiste de l'histoire comparée des religions. Il connaît bien les sources des trois monothéismes classiques, c'est pourquoi il nous entraîne dans un voyage transversal entre le judaïsme, le christianisme et l'islam. De la genèse de la violence, aux guerres dites saintes, en passant par l'élection comme exclusion, les comparaisons circulent, toujours appuyées sur les textes fondateurs.

Cet ouvrage est fort savant, et donc parfois un peu difficile à suivre. Mais la persévérance dans la lecture est bien récompensée. Si les renvois parallèles aux trois religions brouillent parfois les pistes, l'unité des thèmes corrige cette impression de forêt intellectuelle.

Toutes les religions doivent se colleter avec ces données anthropologiques de base que sont la violence et le sacré, des paramètres tellement ambigus. La preuve : aucune religion, même la chrétienne, n'est vierge de tout dérapage dans la sacralisation de la violence, même si chacune intègre aussi la dimension du pardon et de la miséricorde. On revient de cette lecture

mieux instruit, surtout sur l'islam, mais aussi plus humble. Et surtout plus vigilant face à sa propre tradition. Il n'est jamais simple de devenir des artisans de paix, même avec la charte des béatitudes dans son cœur.

Claude Ducarroz

PRÉCIS DE THÉOLOGIE MORALE**T. 2 Anthropologie morale**par Jean-Louis Bruguès o.p.
Parole et Silence, Paris 2002, 184 p.

L'auteur, dominicain, est évêque d'Angers et membre de la Commission théologique internationale depuis 1986. Diplômé en sciences économiques et en sciences politiques et docteur en théologie, il a poursuivi des études de philosophie et de bioéthique à l'Université de Berkeley. Il a enseigné la théologie morale fondamentale à l'Institut catholique de Toulouse, puis à l'Université de Fribourg.

Au souci de recherche s'est ajoutée, chez Jean-Louis Bruguès, une préoccupation pastorale dont témoignent les cours dispensés dans le cadre de l'École cathédrale de Paris, publiés sous le titre *Précis de théologie morale générale*. Le tome I, *Méthodologie*, a paru en 1995 ; le tome II, *Anthropologie morale*, étudie le fondement de la dignité humaine à laquelle beaucoup se réfèrent aujourd'hui. Est-elle octroyée par le groupe social ou procède-t-elle d'un principe

intérieur que la tradition chrétienne a longtemps appelé âme ?

L'auteur répond en se référant à la tradition théologique, thomiste en particulier, rappelant à l'homme qu'il est créé à l'image de Dieu, pour l'éveiller à la grandeur de sa destinée. Quatre « couples » structurent cette anthropologie : image/ressemblance, homme/femme, corps/âme, personne/communauté. Les problèmes actuels, personnels et de société y sont touchés : dignité, condition corporelle, condition sexuée, être de chair, être social.

La culture de l'auteur lui permet d'actualiser la doctrine traditionnelle de manière savoureuse. Précis de forme scolaire, agréable à travailler, il complète l'instrument de forme littéraire que sont les trois tomes des *Conférences* données à Notre-Dame (1995-1997) ainsi que l'ouvrage de référence que demeure son *Dictionnaire de morale catholique* (Chambray-lès-Tours, C.L.D., 2^e éd., 1996).

Bernard Bonvin

L'AVENIR EN FACE**Réflexions sur la crédibilité de la foi chrétienne et sur le ministère de l'Eglise**

par Henri Denis

Desclée de Brouwer, Paris 2002, 242 p.

Henri Denis, excellent théologien dès l'époque du concile Vatican II, avoue lui-même qu'il a écrit là son dernier livre. Il y a donc du « testament

spirituel» dans cet ouvrage en deux parties. La première est une réflexion sur le «croire aujourd'hui» et la deuxième un développement plus long sur l'avenir du prêtre.

L'auteur donne l'impression d'oser dire enfin ce qu'il pense, après avoir usé auparavant de certaines prudences. Sa théologie est donc plutôt décapante. Au terme de son parcours théologique, Henri Denis sait encore être critique, tout en protestant de sa fidélité de croyant et de son amour de l'Eglise. Ses analyses sur la société et l'état de notre Eglise sont certainement sujettes à caution, mais elles peuvent lancer un débat intéressant sur la crédibilité de l'annonce de l'Evangile par l'Eglise telle qu'elle est aujourd'hui. Un homme âgé nous invite à regarder en avant : c'est bon à prendre.

Le chapitre consacré au prêtre commence par un parcours historique très opportun, même s'il est parfois un peu sommaire. Les acquis du concile Vatican II sont rappelés pour faire remarquer qu'ils ne sont pas encore entrés dans les mentalités et les faits. On citera le sacerdoce commun des baptisés, la pratique sacramentelle, la collégialité épiscopale et la redécouverte du prêtre comme promoteur de tous les charismes au service de la communauté (être un sur-veilleur, un passeur, un relieur).

Les conséquences vont assez loin, vers des remises en question théoriques et pastorales, toujours étayées par un re-

cours intelligent au témoignage du Nouveau Testament, parfois contre des traditions ultérieures fort contestables. Juste un regret : trop de fautes dans le texte, comme s'il n'avait pas été relu.

Claude Ducarroz

MARIE, MIROIR POUR L'EGLISE

par Raniero Cantalamessa
Saint-Augustin, St-Maurice
2002, 320 p.

Marie est comparée à un miroir. «Comblée de grâce», toute sa personne reflète la grâce divine par son acquiescement, son désir de servir, son courage au pied de la croix. Le chrétien est invité à se regarder devant cette belle figure pour chercher à lui ressembler davantage, pour, en ce miroir, corriger ce qui doit être transformé.

Marie est peu citée dans l'Evangile. Cependant l'auteur fait remarquer qu'elle est présente aux trois moments constitutifs du mystère chrétien : à l'Incarnation, dans le Mystère pascal, à la Pentecôte lors de la venue de l'Esprit sur les apôtres rassemblés autour d'elle.

Nous sommes invités à lire la vie de Marie à la lumière de la Parole de Dieu plutôt qu'à partir des exposés dogmatiques ; ceux-ci ne facilitent pas les rapprochements œcuméniques avec les réformés. Cette lecture ne cherche pas à entretenir une dévotion à tendance idolâtrique envers Marie, mais propose un itinéraire spirituel,

à la suite du Christ, dans le sillage de sa Mère.

L'auteur permet de réactualiser nos connaissances sur quelques thèmes fondamentaux, comme celui de la grâce, de la foi, de la maternité spirituelle... Il le fait en théologien averti (n'est-il pas prédicateur à la Maison pontificale !) mais, soulignons-le, dans un langage très accessible, qui laisse sourdre un amour communicatif pour la Mère de son Seigneur.

Monique Desthieux

Questions de société

LES FEMMES DANS L'OMBRE DU JOUR **Histoires d'une famille,** **entre l'Algérie et la France**

par Noria Boukhobza
L'Hydre, Castelnaud
La Chapelle 2002, 168 p.

«Entre la soumission à un ordre établi ou son refus par la révolte, il y a place pour la compréhension. D'elle seule peut venir l'apaisement.» A travers l'histoire de trois générations de femmes, l'auteur analyse, en ethnographe, les réponses variées qu'elles donnent à un ordre rigide qui les écartèle entre passé et présent. Au fil des pages, tout est opposition. La tête ici (France) et le cœur là-bas (Algérie) pour la première de la famille à être venue en France. Le dehors et le dedans totalement cloisonné selon que l'on naît fille ou garçon. Pour les filles, une préparation, dès la

naissance, au but ultime, le mariage ; rien de bien défini pour les garçons si ce n'est prouver leur virilité. Très vite les filles sont chargées de responsabilités (dès l'âge de 8 ans, Sakina sait tenir un ménage, à 11 ans, elle prend en charge toute la maisonnée quand les parents s'absentent, etc.) alors que les garçons ne sont en rien mêlés au quotidien. Les filles sont étroitement corsetées dans la tradition, alors que les garçons flottent hors de la maison, mais elles ont la chance de partager la vie de leur mère, une femme forte qui leur inculque valeurs et traditions à travers des rites de passage passionnants, tout en les laissant évoluer.

Les filles les plus jeunes commencent à occuper aussi le dehors - espace réservé aux hommes. On dit d'elles qu'elles ont un cœur de garçon. En contrepoint, on comprend qu'elles y trouvent une forme de libération, une prise d'indépendance, alors que pour les garçons, c'est un envahissement de leur territoire qui les prive du sens de leur vie, car, eux, ils n'ont pas le contrepoint du dedans.

L'auteur, par le choix qu'elle a fait de raconter le quotidien de femmes bien vivantes pour faire une étude ethnologique, nous permet d'entrer en empathie avec ces femmes fortes et courageuses, mais aussi de soupçonner combien il est difficile pour les garçons de voir leur supériorité, indiscutée à ce jour, mise à mal. Au premier abord, on pense «pauvres filles», et on termine

la lecture en se disant : vivement que les garçons apprennent à investir aussi le dedans. Un partage des rôles et des tâches en somme.

Maryse Durrer

LE DÉPISTAGE DU DIVORCE

Le couple entre amour et crise

par Guy Bodenmann
Saint-Augustin, St-Maurice
2002, 144 p.

L'auteur, directeur de l'Institut de la famille de l'Université de Fribourg, se penche dans ce petit livre sur le grand problème de l'instabilité du mariage. Son style est dense, bien vulgarisé, son propos illustré par des graphiques et par la description de situations concrètes. Le divorce apparaît souvent comme une fatalité, sans prévention possible. Cette croyance est contredite par de nombreuses études en Suisse et ailleurs.

En interviewant des centaines de couples, les chercheurs peuvent nommer des facteurs qui favorisent les divorces. Les conflits dans le couple sont nécessaires et ne doivent pas être évités ; c'est la manière dont ils sont gérés qui est déterminante.

Ce qui étonne, c'est que ce sont surtout les facteurs à première vue secondaires qui détériorent la relation, souvent à l'insu du couple : l'en-nui, le poids du quotidien et le stress. Une étude sur le stress et la manière de le gérer

dans le couple a permis de prédire le divorce dans 73 % des cas.

Ces statistiques ne restent pas sur des vues pessimistes. Comme la gestion du stress est une compétence individuelle et du couple, celle-ci peut s'acquérir. Plus les couples apprennent à reconnaître les signes précurseurs de crises, et aussi à cultiver leur relation, plus ils augmentent leur chance de vivre ensemble d'une manière heureuse et stable.

Ce livre pour des couples est aussi utile à tous ceux qui préparent des couples au mariage. La bibliographie, riche en ouvrages, surtout en allemand et en anglais, permet aux spécialistes de poursuivre l'étude.

Véronique Compagnon

AU CHEVET DES MALADES

Guide

par Denis Ledogar
Presses de la Renaissance,
Paris 2003, 300 p.

Ce guide est une réédition revue et augmentée (première éd. en 1993). L'auteur est prêtre, aumônier et infirmier à l'hôpital de Haute-pierre à Strasbourg, c'est dire qu'il est en lien direct avec le malade, le monde des soignants et l'aumônerie. Il nous introduit à l'univers hospitalier par différents aspects. C'est un guide pratique, une mine de renseignements pour les prises en charge, démarches administratives, liens avec des associations, aides extérieures existantes.

Ceci concerne certes plus la réalité française, mais cet ouvrage est aussi le témoignage de personnes brusquement confrontées à la maladie, aux traitements lourds et à la mort. Il donne de précieux renseignements sur les rites funéraires selon les différentes confessions ou religions. Pour toutes ces raisons, il sera fort utile à toutes les personnes qui accompagnent comme bénévoles laïcs ou en aumônerie des malades et leurs proches. Il nourrira leur réflexion, les aidera à approfondir leurs connaissances pratiques et à prendre davantage conscience du séisme intérieur qui peut saisir toute personne plongée dans cet univers hospitalier.

Françoise Giraud

Littérature

LA PROPHÉTIE DU VATICAN

par Jacques Neiryneck
Presses de la Renaissance,
Paris 2003, 292 p.

Après la christologie, l'ecclésiologie ; après *Le manuscrit du Saint-Sépulcre*, voici un roman où l'auteur règle ses comptes avec l'institution ecclésiastique. Les lecteurs qui ont vibré au récit des aventures de l'étonnante famille de Fully retrouveront avec bonheur les trois héros, Emmanuel, Theo et Colombe. Devenu pape, Emmanuel n'a pas tardé à mettre en œuvre des réformes. Celle de la curie

entre autres. Mais devant la résistance manœuvrière de certains prélats et une menace d'attentat, il décide de fuir Rome, incognito. Poursuivi, traqué par la mafia aux ordres d'un cardinal ambitieux, il se fond dans le monde des exclus et des laissés-pour-compte de la société.

A le suivre, vous croiserez Cornelius Koch, Lytta Basset, le Père Beretta de Ponte Chiasso, un couple de laïcs bien connu dont je tairai le nom. Vous retrouverez des abbayes et des communautés dont on parle. Quant au méchant cardinal, mieux vaut ne pas chercher à l'identifier.

Ce mélange de faits historiques et de fiction met du sel, et un petit malaise, dans ce récit où les aventures, parfois trop incroyables, alternent avec les longues discussions qui font le procès de l'indécrottable conservatisme autoritaire d'une certaine Eglise et l'apologie d'une autre, qu'on voudrait voir naître. Un divertissement sur fond de questions sérieuses.

Pierre Emonet

CRISE D'ASTHME

par Etgar Keret
Actes Sud, Arles 2002, 216 p.

Les éditeurs nous disent qu'il s'agit de nouvelles traduites de l'hébreu. En réalité, ce sont des tranches de vie, des souvenirs qui remontent dans la mémoire de l'auteur, des impressions douloureuses, parfois joyeuses, des sortes de petites

mélodies grinçantes qui exigent des bouffées d'air pour ne pas étouffer dans une société en «déroute».

Le monde décrit par ce jeune romancier, auteur de bandes dessinées et réalisateur, est cruel, inquiétant, à la limite de l'absurde et du supportable. Il semble qu'on y vive sans joie, sans repère, avec une plainte lancinante : «Aime-moi... aime-moi...» L'amour cependant ne semble jamais au rendez-vous. On y consomme du sexe en quantité, de la dérision, de la bouffonnerie même. Ça et là, au détour d'une situation, un petit clin d'œil vers la tendresse, indispensable pour survivre. Mais ce clin d'œil est rare...

Une cinquantaine de petits textes écrits dans l'urgence nous laissent douloureux, nous qui ne vivons pas la réalité israélienne, cherchant désespérément un peu d'air pour ne pas suffoquer dans une crise d'asthme.

Marie-Luce Dayer

Consultez notre site Internet !

www.choisir.ch

- Mise à jour régulière
- Table des matières interactive
- Archives
- Livres propos
- Liens avec d'autres sites catholiques et jésuites

Adler Alexandre : J'ai vu finir le monde ancien. *Grasset, Paris 2002, 342 p.*

Amherdt François-Xavier : Dieu est musique. Chant et instruments comme parabole. *Saint-Augustin, St-Maurice 2003, 336 p.*

Augustin Saint : Philosophie, catéchisme, polémique. Œuvres III. *Gallimard, Pléiade, Paris 2002, pp. XXXVI + 1436.*

Bach Daniel : Elie l'impulsif, et pourtant, à chacun sa place. *Du Moulin, Poliez-le-Grand 2003, 76 p.*

Bianchi Enzo, Manicardi Lucia-no : L'accompagnement des malades. *Parole et Silence, Genève 2003, 94 p.*

Chalendar Xavier De : A table avec Dieu... Le repas dans la Bible. *Cana, Paris 2002, 162 p.*

Cocagnac Maurice : Sacré et secrets. Méditer pour entrer dans la profondeur des textes. *Cerf, Paris 2003, 242 p.*

Collectif : [38138] Ecriture 60. *Revue littéraire, Lausanne 2002, 174 p.*

Collectif : [38193] Les chrétiens en politique. *Fidélité, Namur 2002, 48 p.*

Collectif : [38260] Ecritures de soi : secrets et réticences. *L'Harmattan, Paris 2001, 378 p.*

Collectif : [38281] La maladresse. Une faute heureuse. *Autrement, Paris 2003, 192 p.*

Collectif : Découvrir la vie de Jésus. *Signe, Strasbourg 2002, 72 p.*

Corbic Arnaud : L'incroyance. Une chance pour la foi ? *Labor et Fides, Genève 2003, 100 p.*

Cordonnier Jacky : Religions et croyances actuelles. Culture religieuse. T. 4. *Chronique sociale, Lyon 2002, 268 p.*

Cottin Jérôme, Bazin Jean-Nicolas : Vers un christianisme virtuel ? Enjeux et défis d'Internet. *Labor et Fides, Genève 2003, 146 p.*

Dalai-Lama : Paroles du Dalai-Lama. *Albin Michel, Paris 2003, 54 p.*

Duhot Jean-Joël : Epictète et la sagesse stoïcienne. *Albin Michel, Paris 2003, 266 p.*

Dumas Jean : L'arc-en-ciel des religions. Conflits et défis. *Labor et Fides, Genève 2003, 198 p.*

Duval Maurice : Un ethnologue au Mandarom. Enquête à l'intérieur d'une «secte». *Presses universitaires de France, Paris 2002, 220 p.*

Feldmann David, Pes Jean-Paul : L'écoute. Les bonnes stratégies pour mieux écouter et se faire écouter. *Jouvence, Bernex 2002, 122 p.*

Giussiani Luigi : Le sens religieux. Parcours. Vol. I. *Cerf, Paris 2003, 220 p.*

Haas Jean-Paul : Le Dieu de Bâle. L'odyssée d'un couple missionnaire en Inde. *Reconnaissances, Paris 2002, pp. XV + 464.*

Hari Albert, Martin Yann : 1 097 mots de la foi et des traditions catholiques. *Signe, Strasbourg 2003, 160 p.*

Hervé-Bazin Claude : Océanie. Paradis lointains. *Mondo, Vevey 2003, 108 p.*

Hubbich J. B. : Menschen beim Aufbau (Abbé Joye). *Rex Verlag, Lucerne 2002, 296 p.*

Lafon Michel : Prier 15 jours avec Jeanne Jugan, fondatrice des petites sœurs des pauvres. *Nouvelle Cité, Montrouge 2003, 122 p.*

Ledure Yves : Prier 15 jours avec Léon Dehon, fondateur des Prêtres du Sacré-Cœur. *Nouvelle Cité, Montrouge 2003, 124 p.*

Lehner Michael F. : Eine Jugend im Opus Dei. Ein Erfahrungsbericht. *Wichern-Verlag, Berlin 2002, 176 p.*

Moulinet Daniel : Le Concile Vatican II... *L'Atelier, Paris 2002, 192 p.*

Nathan Tobie, Swertvaegher Jean-Luc : Sortir d'une secte. *Les Empêcheurs de penser en rond, Paris 2003, 316 p.*

Santogrossi Ansgar : L'Évangile prêché à Israël. A propos du dialogue judéo-chrétien. *Clovis, Etampes 2002, 80 p.*

Sauquet Michel : Vivre ses tensions intérieures. *L'Atelier, Paris 2002, 160 p.*

Schoonvaere Alain : Les soins palliatifs. *Fidélité, Namur 2002, 50 p.*

Schwitzguébel Paul-Emile : Abbatiatale de Romainmôtier. Mille cinq cents ans de prière et d'histoire. *Saint-Augustin, St-Maurice 2002, 24 p.*

Séonnet Michel : Dietrich Bonhoeffer. Sans autre guide ni lumière. *Gallimard, Paris 2002, 148 p.*

Vallotton Claude Henri : La visite, une ouverture vers l'essentiel. *L'Harmattan, Paris 2002, 160 p.*

Pour quelle paix

Des artisans de paix
tu fais des enfants de Dieu,
toi qui n'es pas venu
apporter la paix mais l'épée,
à quelle paix nous appelles-tu, Seigneur ?

Ta paix, Seigneur,
n'est pas celle que l'on subit
à tous prix ;
elle n'est pas soumission
de l'esclave au maître,
ni perte d'âme devant le puissant.

Ta paix, Seigneur,
est réconciliation,
pardon, amour ;
elle fait exister l'autre,
révèle le faible comme le fort ;
elle est recherche d'unité
sans soumission.

Ta paix, Seigneur,
c'est toi qui la donnes.
Ton Esprit l'insuffle
dans les cœurs qui s'ouvrent.
Elle change le regard
et fait aimer la vie.

JAB
1950 Sion 1

envois non distribuables
à retourner à
CHOISIR, rue Jacques-Dalphin 18
1227 Carouge

Le Centre

CEDOFOR

de Documentation et de Formation Religieuse



vous invite à découvrir

- une **bibliothèque**, spécialisée dans les questions religieuses, de plus de 50000 livres à emprunter ou à consulter sur place
- un **service de documentation** avec 380 revues et périodiques
- une **vente annuelle** de livres d'occasion.

Le **CEDOFOR** est nouvellement accessible par le Net.

Il vous suffit de taper www.cedofor.ch
pour effectuer vos recherches vous-mêmes,
découvrir les nouveautés et les dossiers thématiques.

CEDOFOR, 18, rue Jacques-Dalphin, 1227 Carouge

☎ 022 / 827 46 78 fax 022 / 827 46 70 e-mail : bibliotheque@choisir.ch

ouverture : lundi 14h - 17h mardi - jeudi 9h - 12h et 14h - 17h vendredi 9h - 12h